

# Relations commerciales avec la Chine : Madagascar y trouve-t-il son compte ?

Olivier RAMIANDRISOA  
Jean RAZAFINDRAVONONA  
Aina RAFALIMANANA\*  
*Equipe de Madagascar*

## Résumé

*Face à l'essor économique connu par la Chine durant les deux dernières décennies et la croissance conséquente des relations commerciales entretenues par ce géant asiatique avec le reste du monde, des questions surgissent quant aux éventuels impacts de ces changements sur l'économie de chaque pays, particulièrement celle des pays en voie de développement. Cet article a pour ambition d'apporter sa part de contribution dans l'élucidation de ces questions en analysant les effets des commerces extérieurs réalisés par la Chine sur l'économie de Madagascar. Une panoplie de méthodes, telles que l'analyse juridique, la statistique descriptive et le Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC), ont été mises en œuvre pour y arriver. Les résultats révèlent que certains secteurs de l'économie malgache tirent profit des échanges extérieurs grandissant réalisés par la Chine alors que d'autres en souffrent significativement. L'Etat malgache doit ainsi mettre en place des politiques d'accompagnements visant non seulement à appuyer ces secteurs perdants dans le court terme mais aussi à améliorer leur compétitivité dans le long terme.*

## 1. Introduction

L'essor économique connu par la Chine au cours de ces dernières décennies ne cesse de bouleverser inévitablement l'économie mondiale. La presse économique Les Echo révèle que la croissance économique soutenue et de plus en plus accélérée connue par la Chine (11,1% en 2006 et 11,4% en 2007) lui permettra probablement d'être prochainement la troisième économie mondiale devant l'Allemagne et derrière les Etats-Unis et le Japon<sup>1</sup>. A part cette modification de l'ordre économique globale, on commence également à s'interroger sur les éventuels impacts de cet essor économique chinois sur l'économie des pays en voie de développement et particulièrement sur celle des pays d'Afrique sub-saharienne.

Le canal du commerce figure parmi les canaux de transmission identifiés à travers lesquels la croissance chinoise est supposée affecter l'économie des pays en voie de développement. Selon Kaplinsky (2007), la part de la Chine dans l'échange de marchandises a enregistré une

---

\* Pour contact : Olivier RAMIANDRISOA - Ch 117G - 29 Av du Professeur Charles FOULON - 35701 - Rennes - France, Tél : (0033) 6 24 89 36 09, E-mail : [olivier.ramiandrisoa@gmail.com](mailto:olivier.ramiandrisoa@gmail.com)

<sup>1</sup> Pour plus d'informations, voir LesEcho du 24 janvier 2008 sur <http://archives.lesechos.fr/archives/2008/lesechos.fr/01/24/300236393.htm>

forte augmentation depuis le milieu des années 1990 et atteignait les 6,7% en 2004. Cette part devenait même plus élevée que celle du Japon. Cette même année, la part de la Chine dans l'exportation de produits manufacturés a progressé de 8,3%, croissance supérieure à celle des États-Unis et d'Allemagne. Corollairement, les échanges sino-africains croissent de manière exponentielle.

Quid de Madagascar, la Grande île noue une relation commerciale avec la Chine depuis quarante six ans. Le premier accord, signé en 1963<sup>2</sup>, et renouvelé plusieurs fois témoigne de cela. Comme dans la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne, cette relation s'est beaucoup intensifiée ces dernières années. Si quinze ans passés les produits chinois étaient très peu connus des consommateurs malgaches, le géant asiatique s'est hissé à la première place en termes d'origine des importations à Madagascar depuis 2003<sup>3</sup>. Rappelons que cette place revenait auparavant à la France.

Face à ces constats, des questions surgissent quant aux éventuelles conséquences de cette relation grandissante sur l'économie de Madagascar. Jusqu'où et dans quelle mesure les exportateurs malgaches tirent-ils profit de la hausse des prix générée par la forte demande chinoise ? Entrent-ils en compétition directe avec la Chine en exportant des produits déjà vendus par la Chine à l'étranger, les contraignant à faire face à la baisse des prix et à céder une partie de sa part de marché ? Les importations à moindre coût en provenance de la Chine améliorent-elles le niveau de vie des consommateurs malgaches ? La demande chinoise pénalise-t-elle les importateurs malgaches en tirant les prix internationaux à la hausse ? Existe-t-il des secteurs qui entrent en concurrence avec la Chine sur le marché domestique et qui subissent les aspects négatifs de cet échange en termes d'emploi ?

Les réponses à ces questions appellent à d'autres questions encore plus pertinentes sur les mesures politiques à prendre afin de maximiser les gains relatifs à la relation commerciale avec la Chine et d'en minimiser les pertes. Ainsi, il est important de savoir comment Madagascar compte-t-il gérer les retombées positives des importations chinoises de produits primaires ? Existe-t-il des possibilités de diversifier les exportations vers la Chine (en exportant des produits manufacturés) à travers la mise en œuvre de tarifs préférentiels ou d'autres arrangements commerciaux ? Quelles stratégies le pays doit-il mettre en place pour répondre aux éventuelles pertes de marché et d'emplois générés par les exportations de produits manufacturés chinois ? Comment les Autorités malgaches comptent-elles protéger la population contre les risques de profusion de produits chinois de basse qualité ? Enfin, comment s'assurer que les impacts nets des relations commerciales avec la Chine profiteront aux pauvres et conduisent à une croissance rapide et durable de l'économie ?

Afin d'apporter des réponses aux problématiques pré énumérées, la présente étude se fixe un certain nombre d'objectifs. Ces derniers consistent en :

- une analyse de la structure, de la performance de l'économie malgache en y apportant une attention particulière au rôle du commerce avec la Chine ;
- une analyse de l'évolution des exportations, par secteur et par destination, en insistant sur la contribution de la Chine en termes de volume, de prix et de recettes ;

---

<sup>2</sup> Ministère de L'Economie, du Commerce et de l'Industrie, Direction de la Coopération commerciale, 2008.

<sup>3</sup> Voir Figure 1 de la section

- une analyse des gains et/ou pertes relatifs générés par les exportations vers la Chine, de leurs sources (variations de volume et de prix) et de leur distribution sectorielle ;
- l'identification et l'analyse des principales parties prenantes des exportations, classées par secteurs, gagnants et perdants avec les sources des gains et/ou pertes ;
- une analyse de la structure et de la performance des importations, par secteur et par origine, en insistant sur la contribution de la Chine en termes de volume et de prix ;
- une analyse des gains et/ou pertes relatifs générés par les importations, de leurs sources et de leur distribution sectorielle ;
- l'identification et l'analyse des principales parties prenantes des importations, classées par secteurs, gagnants et perdants avec les sources des gains et/ou pertes ;
- une analyse de l'évolution du régime de change et de la politique commerciale de la Chine, se focalisant sur les secteurs d'exportations et d'importations concernés et les conditions d'accès des exportations malgaches sur le marché chinois ;
- une analyse de l'évolution du régime de change et de la politique commerciale de Madagascar, axée sur les secteurs d'exportations et d'importations concernés et les conditions d'accès des exportations chinoises sur le marché malgache ;
- une analyse des arrangements commerciaux bilatéraux et régionaux et des arrangements commerciaux spécifiques entre Madagascar et la Chine, en portant une attention particulière aux implications sur les gains et/ou pertes ;
- l'identification et l'analyse des opportunités que les relations commerciales avec la Chine offrent à Madagascar ;
- l'articulation et l'analyse des politiques de réponses qui permettraient à Madagascar de maximiser les gains tirés de ses relations avec la Chine ;
- l'identification et l'analyse des défis que Madagascar doit relever du fait de ses relations avec la Chine, notamment : le défi de l'utilisation judicieuse des revenus tirés des échanges afin de réduire les contraintes de l'offre et diversifier l'économie, le défi de répondre de façon stratégique à la concurrence en termes de prix des produits chinois, le défi de dépasser l'état de spécialisation des exportations aux seuls produits primaires, le défi associé au risque de désindustrialisation, de perte d'emploi et de dissuasion des exportations entraîné par les importations chinoises à faible coût, le défi de faire face au risque lié à la qualité des importations ;
- l'articulation et l'analyse des réponses en termes de politique afin de minimiser les pertes générées par les relations commerciales sino-malgaches ;
- et enfin, l'articulation et l'analyse des réponses en termes de politique afin d'optimiser les relations avec la Chine lorsqu'il accèdera au rang des économies industrialisées avec les changements que cela va entraîner sur les caractéristiques et le modèle de partenariat commercial avec les autres pays.

L'article sera articulé autour de cinq grandes sections couvrant l'ensemble des objectifs. La première section présente le contexte des relations entre Madagascar et la Chine. Il y sera notamment question de l'analyse de la tendance et de la structure du commerce avec la Chine, des régimes commerciaux et des différents arrangements entre les deux pays. La deuxième section présente une revue de littérature sur le sujet. La troisième section présente le cadre théorique de l'étude, la méthodologie employée et les données utilisées. La section suivante traite en profondeur les impacts du commerce avec la Chine à la lumière des données empiriques. Enfin, la dernière section conclut l'étude et présente les principales recommandations en termes de politique.

## 2. Contexte historique

### 2.1. Historique des relations commerciales entre Madagascar et la Chine

Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et Madagascar en 1972, les relations et la coopération entre les deux pays n'ont cessé de se développer. Ces dernières années, les dirigeants des deux pays ont attaché une grande importance au développement des relations économiques et les échanges de haut niveau se multiplient ; ce qui a donné une nouvelle impulsion aux relations sino-malgaches d'amitié et de coopération.

La coopération bilatérale dans les domaines économiques et commerciaux s'élargit sans cesse: le commerce bilatéral s'accélère rapidement, les investissements augmentent et se diversifient et les échanges dans les domaines culturels, éducatifs et humains s'intensifient. La construction du Palais des sports et de la culture en 1997 témoigne de la relation d'amitié et de coopération culturelle entre les deux pays. Suite à une visite officielle du Président malgache en terre chinoise en 2004, la coopération économique entre les deux pays a été renforcée avec la création du Malagasy Chinese Business Council, qui est une plate-forme de dialogue et d'échange entre les opérateurs économiques malgaches et chinois. Le Président chinois a réitéré la volonté de la Chine de renforcer les échanges politiques et économiques à avantages réciproques entre les deux pays ainsi que d'élargir la coopération dans le domaine de l'éducation, de la culture, de la santé et des ressources humaines.

La signature de divers documents officiels témoigne de l'excellence et du dynamisme des relations de coopération multiforme et multisectorielle entre les deux pays. Ces trois dernières années, il a été constaté la multiplication des échanges de délégations de hauts responsables des deux pays et la Chine n'a cessé d'apporter sa contribution pour accompagner les efforts de Madagascar dans la promotion de son développement économique national.

Parmi ces signatures de documents officiels figure celle du 05 janvier 2007 qui constitue essentiellement le premier axe dans la relation sino-malgache en matière commerciale. Il s'agissait d'un accord relatif aux règles d'origine des produits bénéficiant du traitement de tarif douanier préférentiel spécial (programme TPS), accordé par la République Populaire de Chine aux pays les moins développés de l'Afrique. La signature de cet accord offre l'occasion aux entreprises malgaches de percer le grand marché chinois.

Les produits bénéficiant des dispositions de cet accord sont essentiellement des " matériaux ou intrants " . Ils s'agissent des ingrédients, des pièces détachées, des composants, de l'assemblage ou de l'incorporation d'un produit dans un autre produit pour la fabrication d'un autre produit ainsi que des produits issus de la culture, de l'exploitation minière, de la récolte, de l'élevage, de la reproduction, de l'extraction, de la cueillette, de la collecte, de la chasse, de la pêche, de l'artisanat et enfin des produits issus d'un traitement ou d'un assemblage de plusieurs produits. La principale condition concerne les ports d'entrée en Chine. Pour pouvoir bénéficier du TPS, ses produits doivent entrer via les ports situés dans les territoires douaniers de la Chine à l'exception de ceux de Hong-Kong, Macao et Taiwan.

Le deuxième instrument conventionnel fût la loi n° 2006-027 portant accord sur la promotion et la protection réciproques des investissements entre le gouvernement de la république populaire de la Chine et le gouvernement de la république de Madagascar. Dans ce cadre, conscients de l'existence de cette forte potentialité de coopération en matière d'investissement entre les deux pays, le gouvernement chinois et le gouvernement malgache ont décidé de signer un accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements. Cet Accord constitue un cadre juridique formel favorisant l'attraction et la sécurisation des transactions et des investissements Directs Etrangers à Madagascar.

Grâce à ces efforts réalisés dans la promotion et la sécurisation des investissements étrangers, l'environnement global des affaires s'est beaucoup amélioré ces derniers temps. Dans le classement du "Doing business" de la Banque mondiale en 2009, Madagascar a gagné 7 places en passant de la 151ème place en 2008 à la 144ème place en 2009. Les efforts constatés permettant cet amélioration de classement sont exprimés par les contenus du tableau 1. La place de Madagascar dans l'octroi de permis de construire, le transfert de propriété et le commerce transfrontalier a connu une énorme progression en une année.

Table 1 : Evolution du classement de Madagascar dans « Doing Business »

<b>Facilité de ...</b>	<b>Doing Business 2009</b>	<b>Doing Business 2008</b>	<b>Variation dans le classement</b>
Doing Business	144	151	7
Création d'entreprise	58	65	7
Octroi de permis de construire	102	136	34
Embauche des travailleurs	153	157	4
Transfert de propriété	145	168	23
Obtention de prêts	172	171	-1
Protection des investisseurs	53	49	-4
Paiement des impôts	92	89	-3
Commerce transfrontalier	109	127	18
Exécution des contrats	153	153	0
Fermeture d'entreprise	181	181	0

Source: Doing Business 2009: Country profil Madagascar, Banque Mondiale

## 2.2. Analyse de la politique commerciale

Après des années de protectionnisme, Madagascar s'est engagé depuis la fin des années 1980 dans des réformes visant à libéraliser l'économie, à promouvoir la concurrence et à étendre les échanges commerciaux avec le reste du monde. La politique commerciale a été axée sur les réformes de la politique tarifaire, la diversification des exportations, l'intensification des actions de promotion des exportations malgaches, la promotion de l'accès aux marchés régionaux internationaux, et surtout l'exploitation des possibilités offertes par les organisations régionales et internationales.

### 2.2.1. La politique tarifaire

La politique tarifaire a subi des réformes entre 1995 et 2005. Ces réformes consistaient à simplifier la structure des tarifs douaniers et à consolider les taxes à l'importation. C'est ainsi que le nombre de tarifs est passé de 8 en 1995 à 3 depuis 2006. Les restrictions quantitatives et les contrôles sur les importations, ainsi que les restrictions au niveau des exportations ont été abolis à partir de 2000. Le taux moyen du tarif NPF (Madagascar accorde le traitement de la nation la plus favorisée à tous ses partenaires commerciaux) a baissé, passant de 16,2% en 2005 à 12,9% en 2007.

Néanmoins, l'on a assisté depuis le début des réformes à une instabilité de la politique tarifaire qui n'encourage pas les opérateurs privés. Les changements fréquents des taux et de la nomenclature douanière favorisent en effet l'incertitude et ont des impacts négatifs sur les décisions d'investir des opérateurs locaux et surtout internationaux.

Tableau 2 : Evolution des lignes tarifaires et des tarifs entre 1995 et 2008

	2008	2007	2006	2005	2001	1995
Variations dans la nomenclature (HS 8)						
% de lignes tarifaires avec un taux de 0%	2	2	2	24	40	30
% de lignes tarifaires avec un taux de 5%	22	22	12	4	40	31
% de lignes tarifaires avec un taux de 10%	34	34	43	36	12	26
% de lignes tarifaires avec un taux de 15%	0	0	0	0	2	3
% de lignes tarifaires avec un taux de 20%	42	42	44	9	6	3
% de lignes tarifaires avec un taux de 25% ou plus	0	0	0	27	0	8
Variations dans le tarif moyen						
Tarif moyen	12.9	12.9	13.6	16.2	4.7	7.3
Tarif moyen (biens de capitaux)	10.4	10.5	10.9	6.9	4.3	7.3
Tarif moyen (matières premières)	12.4	12.4	12.1	15.8	2.5	3.3
Tarif moyen (biens intermédiaires)	9.2	9.2	12	9.1	2.2	6.4
Tarif moyen (biens de consommation)	16.6	16.8	17.4	18.4	8.8	9.8

*Source : Banque Mondiale, Country Economic Memorandum 2008*

Par ailleurs, malgré cette simplification de la structure des tarifs, le niveau des taux appliqués sur les différentes catégories de produits ont augmenté et il semble que la politique tarifaire est devenue restrictive, pénalisant les importations de matières premières et de biens

d'équipements (cf. tableau 2). Madagascar reste d'ailleurs encore éloignée des pratiques internationales en matière de tarifications des biens d'équipement.

Selon l'indice des restrictions tarifaires, Madagascar est classé à la 101ème position sur 125 pays avec un score de 12%, niveau proche de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne et des pays à faible revenu. Seulement 24,8% des importations bénéficient de zéro taxes selon la clause de la nation la plus favorisée (NPF). D'après le Tableau 3, ce pourcentage représente 2,2% de tous les lignes tarifaires à zéro taxe NPF contre 18% en moyenne chez les autres pays d'Afrique subsaharienne (84% pour l'île Maurice et 36% pour Mozambique). Le tarif moyen sur les biens de capitaux appliqué à Madagascar est le plus élevé dans la sous-région (Océan Indien, COMESA, SADC), et en rajoutant la TVA qui est de 20% (contre 15% à l'île Maurice ou 17% au Mozambique), il apparaît que près de 40% des importations supportent une charge fiscale supérieure ou égale à 40% et pratiquement trois quart des importations sont taxées à au moins 30%. Cette forte différenciation des charges fiscales et douanières entre pays constitue une source considérable de perte de compétitivité pour les entreprises exportatrices malgaches.

Tableau 3: Une comparaison internationale des tarifs

	Madagascar	Mozambique	Tanzanie	Maurice	Chili
% lignes avec un taux de 0 %	2	2	36	84	1
% lignes avec un taux entre 0 et 10%	22	63	0	0	99
% lignes avec un taux entre 10 et 20%	76	0	23	8	
% lignes avec un taux supérieur à 20%	0	35	56	8	
Tarif moyen total	12.9	12.1	12.8	3.3	6.0
Tarif moyen sur biens de capitaux	10.4	7.3	4.8	2.0	5.9
Tarif moyen sur matières premières	12.4	12.3	13.9	3.5	5.9
Tarif moyen sur les biens intermédiaires	9.2	8.8	10.3	0.9	5.9
Tarif moyen sur les biens de consommation	16.6	18.6	20.0	6.9	6.0

*Source: Banque Mondiale, Country Economic Memorandum*

La politique tarifaire est confrontée à un arbitrage délicat entre protéger l'industrie locale de la concurrence étrangère (et donc d'imposer des tarifs élevés pour certains produits), répondre aux exigences des investisseurs évoluant dans des secteurs jugés sensibles (en réduisant les tarifs ou en instaurant des régimes d'exemptions) et promouvoir le commerce extérieur, tout en veillant à l'équilibre budgétaire. Les droits et taxes à l'importation comptent en effet près de la moitié des recettes budgétaires de l'Etat.

### 2.2.2. L'accès aux marchés

Un des principaux volets de la politique commerciale est de promouvoir l'accès des produits malgaches aux marchés internationaux. Madagascar peut améliorer l'allocation de ses ressources en réformant et en libéralisant son régime commercial. Mais cela n'est pas suffisant pour tirer pleinement avantage du commerce car il faudrait que les partenaires consentent à réduire les barrières tarifaires et non tarifaires aux exportations malgaches.

Les marchés européen (France en particulier) et américain constituent les principales destinations des exportations malgaches (respectivement 39% et 19% des exportations sont destinées vers la France et les USA en 2007). Bien que le marché chinois est récemment devenu une destination prisée des exportations (en 2007, la Chine est classé 9ème partenaire si celle-ci ne figurait même pas dans les 20 premiers partenaires en 1995), seulement une infime partie des exportations totales est destinée vers la Chine (2,2% en 2007).

Les exportations malgaches ont durant des années bénéficié de traitements préférentiels venant des pays de l'Europe et des Etats-Unis, comme la réduction des droits et taxes à l'importation en dessous des taux NPF (Nation la Plus Favorisée). Plusieurs initiatives de ces partenaires, à l'instar de l'AGOA avec les Etats-Unis, les Accords de Partenariat Economique (APE) ainsi que l'Accord « Tout Sauf les Armes » avec l'Union européenne, ont permis aux exportations malgaches de pénétrer avec plus de facilité ces deux grands marchés.

### **L'AGOA**

L'AGOA est une initiative américaine en faveur d'un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne, leur donnant un accès préférentiel aux marchés américains. Madagascar en est bénéficiaire. Avant l'AGOA, la plupart des pays africains bénéficiaient déjà, sous certaines conditions, de tarifs préférentiels sous le Système Généralisé de Préférences (SGP). Les dispositions de l'AGOA viennent renforcer les dispositions du SGP, dans la mesure où 1800 lignes tarifaires en plus ne paient pas de droits de douanes à l'entrée (dont les vêtements assujettis à l'Accord Multifibre). Notons que les avantages du SGP ont duré plus longtemps pour les pays d'Afrique subsaharienne (jusqu'en septembre 2008) comparativement aux autres pays.

Les règles d'origine des produits sous l'AGOA exemptent de droits de douanes et n'imposent aucun quota aux exportations de vêtements fabriqués à partir de tissus et fibres venant des USA, mais également des pays éligibles à l'AGOA. Une clause spéciale destinée aux pays les moins développés (suivant le critère du PNB inférieur à US\$ 1500 en 1998) autorise ces derniers à utiliser des tissus provenant de n'importe quel pays, jusqu'en septembre 2004. C'est cette clause qui a surtout incité les investisseurs à s'implanter à Madagascar. La mise en place par le Gouvernement malgache du régime des zones franches vers la fin des années 90 a par ailleurs été un facteur important d'attraction des investisseurs dans le secteur textile et habillement. L'AGOA a permis de créer des milliers d'emploi à Madagascar et a contribué à l'essor du secteur manufacturier. Malheureusement, les crises politiques successives que le pays a traversées ont sérieusement contrecarré ces avantages et l'arrêt de l'AGOA pour Madagascar n'est pas à écarter à l'heure actuelle tant que le retour à la stabilité n'est pas assuré.

### **Les Accords de Partenariat Economique (APE)**

Malgré plusieurs années d'accès préférentiel sous les Conventions successives de Lomé, puis de Cotonou, les résultats commerciaux des pays ACP (pays d'Afrique, Caraïbe, Pacifique) sur le marché européen ne sont guère encourageants. La part de ces pays dans les importations de l'UE n'a fait que décroître. Les pays ACP et l'UE reconnaissent aujourd'hui que l'accès au marché seul ne suffit pas. Ils se sont mis d'accord sur la nécessité de mettre en place de nouveaux arrangements commerciaux, plus intégrés, d'où les Accords de partenariat

économique (APE), qui devront s'attaquer aux problèmes rencontrés dans différents domaines liés au commerce. En outre, les politiques commerciales et de développement seront menées de façon conjointe afin de stimuler les exportations, les investissements et le développement des pays ACP.

Les APE devraient inclure tous les aspects dont dépend le commerce, qu'il s'agisse de mesures tarifaires ou non-tarifaires sur les marchés d'exportation, de domaines liés au commerce ou de politiques intérieures, ou encore des capacités de production dans les pays ACP. Ces accords viendront renforcer les initiatives d'intégration régionale déjà existantes dans les pays ACP. Ces dernières aboutiront à la création progressive de zones de libre-échange entre les parties. Elles permettront de renforcer et d'intensifier l'intégration régionale et par conséquent d'élargir les marchés des pays ACP. Cela favorisera l'émergence d'économies d'échelle; permettra d'améliorer les niveaux de qualification, de réduire les coûts de production et de transaction, et d'améliorer la compétitivité des pays ACP. Et surtout, il permettra d'attirer plus d'investissements dans les économies des pays ACP.

L'Accord de Partenariat Economique entre l'Europe et Madagascar est encore en négociation. L'Union européenne reste un grand partenaire économique de Madagascar et les accords de partenariat économique constituent un cadre de sécurisation des échanges commerciaux avec celle-ci. Dans le cadre de cet accord, les pays européens offrent aux pays de l'ACP un accès totalement libre sans droits de douanes et sans aucune restriction à son marché. Tous les produits qui connaissent encore des limites quantitatives ou des contraintes de calendrier dans l'accord de Cotonou seront désormais affranchis. Sauf pour le sucre et le riz, pour lesquels une période de transition est prévue. Cet accord donne un accès libre aux fruits, légumes, céréales, produits laitiers, rhum, fleurs coupées, tomates en boîtes et autres. C'est une mesure avantageuse dans la mesure où plus de 40 % des exportations de Madagascar vont vers l'Europe.

De plus, c'est un traité international ratifié et notifié par l'Organisation mondiale du commerce. Il garantit une stabilité juridique des conditions de l'échange mais en même temps offre une prévisibilité à très long terme. L'accord intérimaire qui est en vigueur actuellement reste, cependant, incomplet. C'est un accord qui ne tient pas compte des réalités de la mondialisation et de la dématérialisation des échanges dans le futur. Toutefois, les versions définitives de l'APE sont conçues comme des accords généraux qui contribueront à la mise en place de marchés régionaux et à la diversification des économies dans chaque région ACP.

### **L'initiative « Tout sauf les armes »**

Lancé en 2000, l'initiative « tout sauf les armes » donne aux exportations en provenance des PMA (Pays les Moins Avancés), sauf les armes et munitions et, , libre accès aux marchés européens (aucun droit ni quota). Au début, l'initiative concerne trois produits agricoles sensibles : le banane, le riz et le sucre. Une réduction progressive des droits de douane, voire leur annulation, sur ces trois derniers produits est prévue dans le courant de l'année 2009. Des quotas pour lesquels le riz et le sucre sont exemptés de droits de douanes ont néanmoins été introduits pour compenser les délais d'accès au marché. Ces quotas sont calculés sur la base du meilleur niveau des exportations atteints par chaque pays.

Madagascar a obtenu des quotas pour ses exportations de sucre depuis le milieu de l'année 2001. Il en est de même pour le riz. Le marché européen de la viande a également été prévu

être libéralisé à partir du moment que les produits respectent les normes sanitaires et d'hygiène.

Les impacts de l'initiative « tout sauf les armes » sur le commerce extérieur de Madagascar ont néanmoins été limités pour le secteur agricole. Les exportations malgaches, malgré les avantages offerts par l'accord, rencontrent des problèmes dus principalement à l'incapacité pour les produits malgaches de respecter les normes sanitaires et d'hygiène et aux mesures de protection de l'environnement (restriction des exportations sur les espèces endémiques). Les règles d'origine imposées par l'initiative « tout sauf les armes » sont par ailleurs plus contraignantes que celles des accords de Cotonou.

### *2.2.3. Les arrangements commerciaux régionaux*

Madagascar adhère à trois principaux arrangements commerciaux avec ses pays voisins d'Afrique et de l'Océan Indien. Elle est membre de la COMESA (Common Market of Eastern and Southern Africa), de la SADC (South African Development Community) et de la COI (Commission de l'Océan Indien).

#### **La COMESA**

Madagascar a intégré la COMESA en 1995. Créé en 1993 à Kampala, la COMESA a pour objectifs d'éliminer dans une première phase les barrières tarifaires et non tarifaires internes, et dans une seconde phase, d'adopter des tarifs externes communs, de libéraliser les mouvements humains et des capitaux, d'harmoniser les normes des produits, d'harmoniser la fiscalité, de renforcer la coopération en matière de lois sur les investissements et la propriété intellectuelle en vue de la création à terme d'une Union monétaire.

Une zone de libre échange a été créée au sein de la COMESA en Octobre 2000, dont Madagascar est membre. L'adoption des tarifs communs a été prévue pour 2004. La libéralisation des échanges au sein de la zone a eu comme impacts la réduction des coûts de transport intra-zone (d'environ 25%) et l'augmentation rapide du commerce entre les pays membres (18,6% de croissance annuel moyen depuis 1993). Le commerce entre Madagascar et la zone a également augmenté de 18,1% par an pour les importations et de 36% pour les exportations depuis 1993.

La part du commerce avec la zone dans le total du commerce extérieur reste toutefois très minime comparée à celle du commerce avec les autres partenaires, notamment avec l'Europe. Seulement 16% des importations proviennent de la COMESA contre 32% pour l'Europe et 24,6% des exportations vont à destination de la zone contre 57% vers l'Europe. L'île Maurice est par ailleurs le partenaire quasi-exclusif de Madagascar dans la zone avec 90% de ses échanges intra-zone alors que la COMESA compte une vingtaine de membres. C'est le pays qui a su le plus bénéficier de la libéralisation du commerce au sein de la zone, par l'adoption de la stratégie du commerce vertical. Les entreprises mauriciennes ont en effet soustraité une grande partie de leurs opérations nécessitant beaucoup de mains d'œuvre dans les pays voisins comme Madagascar. Cette stratégie a été surtout motivée par l'accès aux tarifs préférentiels et aux avantages accordés par l'AGOA et l'Europe, mais qui a de l'autre côté permis de développer le tissu industriel malgache.

### La COI

Créé en 1984 à Victoria, la COI est un accord de coopération régionale sous l'auspice de l'Union européenne, regroupant les îles de l'Océan Indien ainsi que cinq autres pays membres du COMESA. Son objectif est d'encourager les échanges commerciaux et la coopération régionale dans les domaines de l'économie, de la diplomatie, de la culture et dans différents secteurs (environnement, tourisme, santé, etc.).

Un programme quinquennal pour le développement du commerce régional, dénommé PRIDE (Programme Régional Intégré de Développement des Echanges), a été mise en place en 1996 dans le but d'accélérer la libéralisation des échanges et de mettre en cohérence les politiques commerciale et en matière d'investissement. Le principal résultat a été l'élimination des barrières tarifaires entre Madagascar et Maurice en janvier 2000. Madagascar devrait pouvoir tirer le maximum de bénéfices de ces arrangements et renforcer sa présence au sein de la COI.

### La SADC

Madagascar a adhéré à la SADC dans le but d'accéder au marché sud africain, qui est d'ailleurs son principal partenaire dans la zone. Les relations diplomatiques et commerciales entre les deux pays ont été établies bien avant la création du SADC. Institué en Juillet 1992 par un traité, la SADC a pour objectif de renforcer la croissance et le développement économique des pays membres en réduisant la dépendance vis-à-vis des partenaires traditionnels et en renforçant l'intégration régionale et la coopération internationale. Si au départ, la sécurité et la solidarité des pays membres constituaient les principales priorités de la SADC, son champ d'action a par la suite été étendu aux aspects politiques, commercial et investissement. 19 protocoles d'accord ont été signés par les pays membres dans divers domaines comme le commerce, la santé, l'énergie, l'eau, les normes et standards, la corruption, le transport, la télécommunication, etc.

Le protocole du commerce a été signé en 1996 et lancé en 2000. Il vise l'établissement d'une zone de libre échange qui aurait dû être effective en 2008. 85% du commerce devrait être libéralisé à cette date et le commerce des produits sensibles qui ne devrait excéder 15% du volume du commerce devrait être totalement libéralisé d'ici 2012.

## **2.3. Structure, performance et évolution du commerce extérieur de Madagascar**

Après son indépendance, Madagascar bascule dans un régime politique socialiste. Du milieu des années 70 au milieu des années 80, les entreprises ont été nationalisées et le pays vivait dans une autarcie relative. Les relations économiques avec l'extérieur étaient limitées et se concentraient sur des échanges avec la France<sup>4</sup>. Mais en 1986, suite à des difficultés économiques, particulièrement la cessation de paiement subie par le pays, les dirigeants amorçaient un virage économique à 180 degré et promouvait la libéralisation et l'économie du marché.

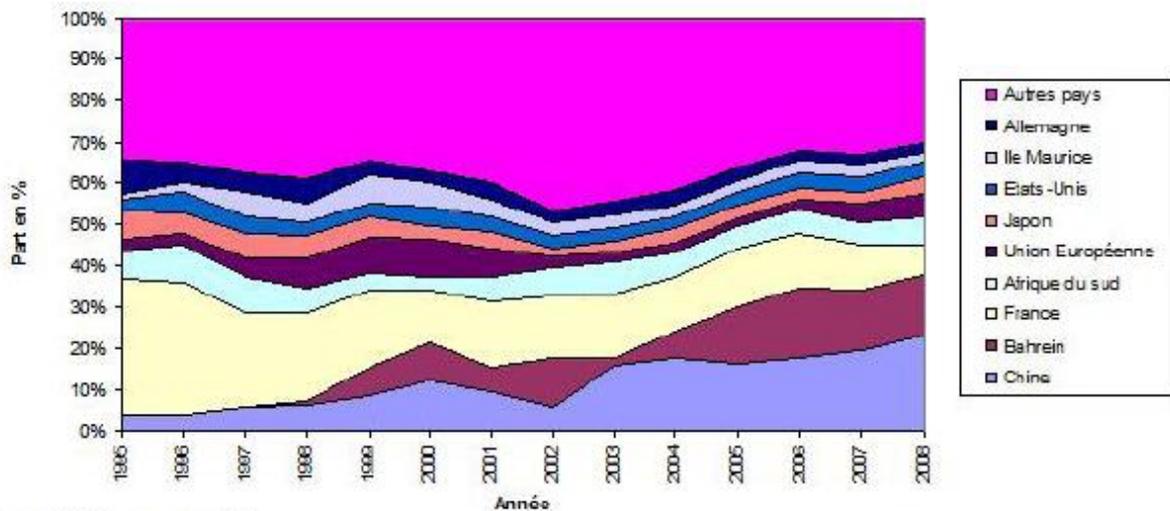
---

<sup>4</sup> Rappelons que Madagascar est une ancienne colonie française

Depuis ce changement, Madagascar s'ouvre de plus en plus à l'extérieur. Les relations commerciales avec l'étranger s'accroissent avec plus de variétés de biens échangés et plus de pays partenaires. La Chine figure parmi ces récents partenaires. Certes, Madagascar entretenait des relations avec ce géant asiatique depuis quelques années après son indépendance mais ces relations restaient au niveau de la diplomatie et de l'entraide. Les relations commerciales ne se sont développées que récemment.

Malgré leur caractère récent, ces relations commerciales évoluaient à vive allure. Si on considère par exemple le cas des importations, ces dernières connaissent une croissance exponentielle depuis le début des années 2000. Si en 1997, le pays faisait venir 1204 variétés de produits en provenance de la Chine, dix ans après trois fois plus de types de biens ont été importés de ce pays (3053 produits)<sup>5</sup>.

FIG. 1 – Importations de Madagascar par pays de provenance

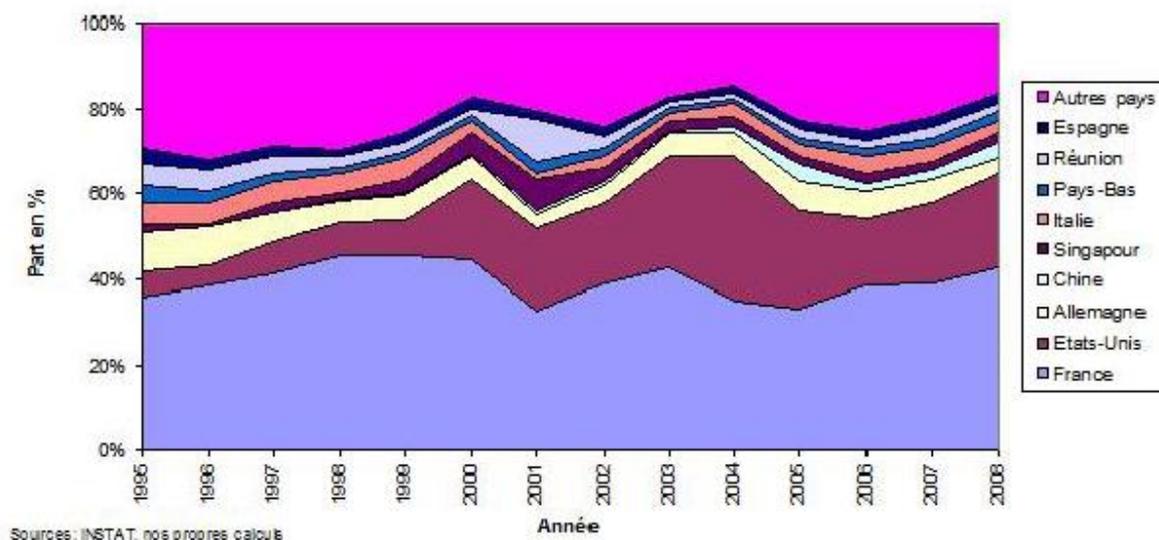


Sources: INSTAT, nos propres calculs

Corollairement à cela, la valeur de ces importations chinoises connaît un essor considérable. La Figure 1 montre par exemple que les produits chinois prennent de plus en plus de part dans le marché local malgache et cela se passe à une vitesse accélérée. En effet, si la première place en matière d'origine des importations a été toujours détenue par la France, ce trône revient à la Chine depuis l'année 2003. En espace de 10 ans, la part des produits chinois dans l'importation de Madagascar s'est presque multipliée par quatre en passant d'un taux de 6% en 1997 à celui de 23% en 2007.

<sup>5</sup> Ces nombre de produits viennent de la classification de la Douane Malgache.

FIG. 2 – Exportations de Madagascar par pays de destination

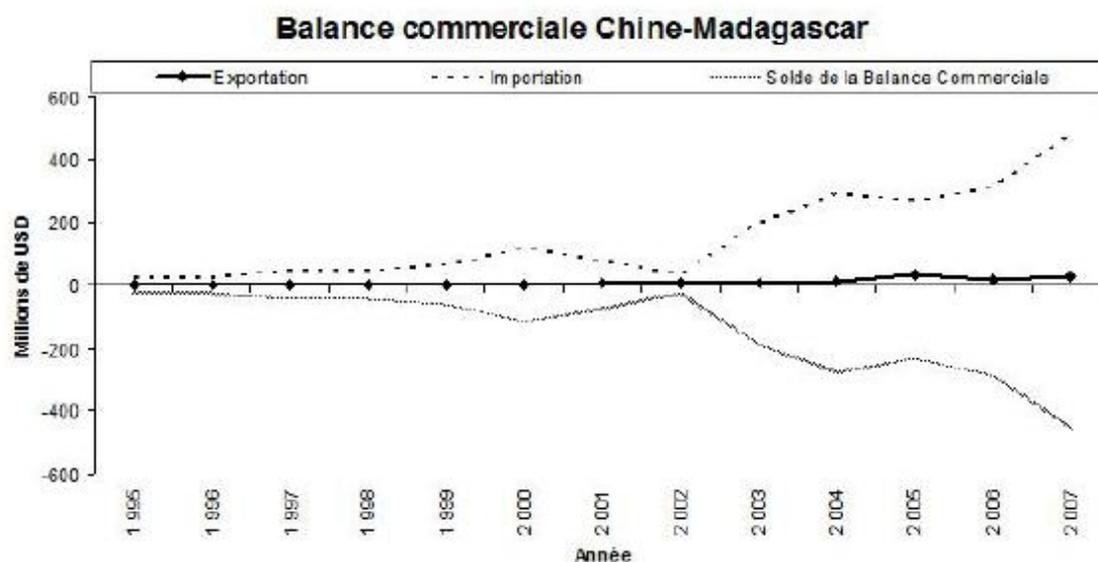


L'exportation vers ce géant asiatique connaît également une explosion durant la dernière décennie. Comme la Figure 2 l'expose, la part de l'exportation vers la Chine dans la totalité des exportations de Madagascar passe de 0,11% en 1997 à 2,16% en 2007. Si dix ans auparavant, la Chine ne fait même pas partie des 20 premières destinations des biens qui sortent de Madagascar, en 2007 elle accède à la 12ème place juste après l'île de la Réunion. Avec les exportations réalisées au premier semestre 2008, elle arrive même à la 8ème place.

Par ailleurs, cette exportation vers la Chine s'est beaucoup diversifiée. Si en 1997, le pays ne vendait à ce géant asiatique que 17 variétés de produits, dix ans après, six fois plus de biens y ont été expédiés. En effet, selon la classification de la douane malgache, 111 types de biens ont été exportés par Madagascar vers la Chine en 2007.

Certes, l'évolution de l'exportation de Madagascar vers la Chine est promettant mais la balance commerciale entre les deux pays reste encore déficitaire et demeure à l'avantage de la Chine. Selon la figure 3, ce déficit se creuse même au fil des années. Cette situation s'explique par le fait que non seulement le volume des biens importés est plus élevé que celui des biens exportés mais aussi l'accélération des échanges est plus rapide dans les premiers que dans les deuxièmes.

FIG. 3 – Balance commerciale Chine-Madagascar



Sources: Services des Douanes, nos propres calculs

Ce constat implique que malgré le degré grandissant d'ouverture de la Chine et l'existence d'accord préférentiel entre ce pays et Madagascar, les entreprises malgaches n'arrivent pas encore à bien percer le marché chinois et le flux sortant de produits malgaches vers la Chine n'arrive par conséquent pas à compenser le flux entrant de produits en provenance de ce géant asiatique. En effet, selon Yang (2003), le niveau des taux d'imposition à l'importation était initialement très élevé en Chine malgré l'existence d'une barrière non tarifaire extensive. Mais avec le temps, ces taux d'imposition se sont continuellement réduits et les barrières non tarifaires se sont affaiblies. En 2003, plus de la moitié de l'importation chinoise entre dans le pays en franchise et les impôts collectés s'élèvent seulement à 3% de la valeur des importations.

Tableau 4: Importations de la Chine en provenance de l'Afrique en Milliards de dollars en 2005

PAYS	IMPORTATIONS
Angola	6,6
Afrique du Sud	3,4
Congo	2,3
Guinée Equatoriale	1,4
Nigeria	0,46
Soudan	2,6
Autres	3,24

Source: China Statistical Year Book

Il est également intéressant de noter que malgré la croissance rapide des échanges entre Madagascar et la Chine, les marchandises échangées restent encore minimes pour le géant asiatique. Comme en témoignent les Tableaux 4 et 5, Madagascar ne figure pas encore parmi les principaux partenaires commerciaux de la Chine en Afrique. Il ne fait partie ni des principales origines des importations chinoises ni des principales destinations des exportations de ce pays.

Tableau 5 : Exportations de la Chine vers l'Afrique en Milliards de dollars en 2005

PAYS	EXPORTATIONS
Afrique du Sud	3,8
Benin	0,75
Ghana	0,66
Soudan	1,3
Togo	0,52
Nigeria	2,3
Autres	5,67

Source: China Statistical Year Book

### 3. Revue de la littérature

A nos connaissances, aucune étude approfondie n'a encore été réalisée sur les éventuels impacts de l'essor économique chinois sur l'économie de Madagascar. Certes, certains travaux portant sur le continent Africain font référence au cas de Madagascar mais aucune étude n'a été consacrée uniquement au cas de ce pays. Ainsi, les réponses de la littérature apportées dans cette section viennent dans la plupart des analyses effectuées au niveau du continent africain ou sur les pays en voie de développement. Une grande partie de ces travaux se base sur des approches statistiques réalisées à partir de données désagrégées. La partie restante s'appuie sur des modèles d'équilibre général.

#### 3.1 Travaux basés sur des données statistiques désagrégées

Jenkins et Edwards (2005) cherchaient à déterminer les conséquences des relations grandissantes entre l'Afrique et les deux géants asiatiques que sont la Chine et l'Inde. Leurs études se concentraient essentiellement sur les impacts de ces relations sur la pauvreté dans vingt et un pays d'Afrique sub-saharienne et se basaient sur l'analyse de données désagrégées du commerce international.

Les résultats qu'ils ont trouvé révèlent que les exportations des pays africains vers la Chine sont principalement composés de produits d'extraction, de minéraux, de pétrole et de bois et ne sont donc pas susceptibles d'avoir un impact positif important sur les pauvres. Concernant la concurrence sur les marchés tiers des produits manufacturés, la Chine ne présente pas plus de menace pour l'Afrique sub-saharienne que pour les pays du Sud Est asiatique. Ces derniers sont beaucoup plus spécialisés dans l'exportation des produits manufacturés à forte intensité de main-d'oeuvre tels que les textiles et les vêtements.

L'analyse des importations montre que certains pays tels que le Ghana, l'Ouganda et la Tanzanie, qui importent une proportion relativement élevée de biens de consommation de base en provenance de la Chine et de l'Inde, sont susceptibles de connaître une hausse significative du revenu réel des pauvres grâce à ces importations à bon marché. Il semble également qu'à l'exception de l'Ethiopie et du Nigéria, la plupart des importations en provenance de la Chine en Afrique subsaharienne ont remplacé les importations venant de l'extérieur de la zone ; suggérant très peu de déplacements de la production interne et un faible effet négatif sur l'emploi et l'activité locale.

Stevens et Kennan (2006) apportent une approche innovatrice dans le domaine de l'analyse des impacts des relations commerciales avec la Chine sur l'économie des petits pays. En utilisant des données commerciales beaucoup plus désagrégées (6-digit HS classifications), Ils commencent par calculer des Indices de complémentarité commerciale en identifiant les produits les plus importés et exportés par la Chine et dont la variation des échanges a été rapide et qui sont en même temps intensivement échangés par les Pays en voie de développement. Cette méthode a l'avantage de prendre en compte non seulement les effets directs mais également les effets indirects.

A travers ce procédé, ils sélectionnent sept produits importés (Aliment pour animaux, produits chimiques et cinq autres produits primaires) et huit produits exportés (Métaux ferreux, aluminium et six biens manufacturés) par la Chine. Ensuite, ils déterminent pour chaque produit les principaux pays importateurs ou exportateurs en Afrique Sub-saharienne. Les pays bénéficiaires sont ceux qui exportent les produits dont la Chine importe (une opportunité d'extension du marché) ou les pays qui importent les biens exportés par les chinois (baisse des prix). Les pays perdants sont ceux qui exportent les produits exportés par la Chine (concurrence à l'exportation et baisse des prix) ou ceux qui importent les produits importés par la Chine (hausse des prix).

Les résultats dévoilent qu'il y a plus d'économies subsahariennes gagnantes que perdantes. La plupart des gains viennent de l'importation de biens dont la Chine exporte, quoique d'autres pays soient aussi bénéficiaires grâce à l'exportation de produits qui sont demandés par le géant asiatique. Quelques pays sont pénalisés par la concurrence chinoise sur le marché des exportations et très peu de pays sont perdants en important les mêmes produits que la Chine demande.

Pour le cas de Madagascar, cette étude révèle qu'il y a à la fois un secteur gagnant et un secteur perdant dans l'échange avec la Chine. Le gain vient essentiellement de l'importation de bien exporté par la Chine, donc de la possibilité de s'approvisionner à bon marché. La perte quant à elle tient sa source de l'importation de produit qui est aussi importé par le géant asiatique. Dans ce cas, Madagascar est pénalisé par la hausse du prix international du bien engendrée par la demande supplémentaire chinoise.

En se basant sur l'analyse des données statistiques disponibles, Raphael Kaplinsky et Morris (2007) concluaient que la présence de la Chine en Afrique Sub-Saharienne est principalement motivée par la recherche de matières premières (pétrole et autres produits de base) nécessaires à soutenir le développement de son industrie manufacturière et à ses investissements en infrastructures. Si cette présence chinoise a apporté une impulsion positive à quelques économies sub-sahariennes exportatrices de biens primaires, ses impacts sur l'industrie manufacturière (que ce soit destinée au marché intérieur ou à l'exportation) ont été défavorables. Même certains des avantages liés au boom des prix des produits de base sont ambigus, car ils sont souvent associés à une hausse des taux de change, à la corruption et à des violents conflits. La production basée sur les produits primaires a aussi un effet défavorable sur la répartition quand on la compare à la production manufacturière.

Dans leurs analyses sur l'impact indirect de la croissance chinoise sur le secteur textile des pays d'Afrique sub-saharienne, ces auteurs se sont aperçus que suite à la suppression de l'Accord Multifibres, les exportations de vêtements des pays d'Afrique sub-saharienne perdent compétitivité face à l'offre chinoise. La preuve est que les exportations de produits textiles à destination des Etats-Unis baissent pour les pays sub-sahariens bénéficiaires de l'AGOA alors qu'elles affichent une hausse conséquente pour la Chine entre 2004 et 2006. Pour Madagascar, cette baisse est évaluée à -24,2%. Les auteurs mentionnent néanmoins que cette baisse connue par Madagascar est également due en partie à une réorientation des exportations vers d'autres marchés comme l'Union Européenne<sup>6</sup> et l'Afrique du sud.

---

<sup>6</sup> Contrairement à la Chine, qui fait face à des droits et taxes lors d'une exportation de vêtements vers l'Union Européenne (généralement en excès de 12 pour cent, mais variable selon le produit), les pays d'Afrique sub-saharienne bénéficient de zéro taxe lors de l'entrée de leurs exportations de vêtement sur le sol de l'Union

Constatant l'arrivée massive des importations à bon marché venant de l'Asie et particulièrement de la Chine, Egziabher (2007) cherchait non seulement à évaluer l'impact de ce changement sur l'économie de l'Ethiopie mais aussi détecter les stratégies d'adaptation adoptées par les entreprises locales face à cette concurrence étrangère. Dans cette optique, l'auteur travaillait sur des données statistiques recueillies auprès de micro, petites et moyennes entreprises du secteur de fabrication de chaussures.

Les données recueillies révélaient que l'arrivée des produits chinois inflige de lourdes répercussions sur le secteur et menace la compétitivité des entreprises locales sur le marché intérieur. En effet, les chaussures chinoises sont supérieures en design et ont un rapport qualité prix plus élevé que celles de la production locale. Les impacts des importations chinoises sur le secteur varient alors de la baisse de l'activité à la faillite, la perte d'avoir ou de propriété ou encore le basculement vers le secteur informel.

Les données recueillies montraient aussi que les entreprises qui résistent essaient de contrecarrer cette concurrence chinoise en améliorant le design et la qualité, en abaissant les prix et les marges bénéficiaires ou encore en mixant les deux. Ces stratégies d'adaptation semblent être différenciées selon la taille des entreprises et avoir une certaine association avec la performance de ces dernières.

Comme dans Kaplinsky et Morris (2006), les mêmes auteurs conduisaient aussi en 2008 des recherches sur les impacts de l'essor économique des géants asiatiques sur les industries d'exportation des pays d'Afrique Sub-Saharienne. En se basant sur l'analyse des données statistiques disponibles, Kaplinsky et Morris (2008) démontraient que l'entrée de la Chine (et dans une moindre mesure, de l'Inde) comme un important exportateur de produits manufacturés dans l'économie mondiale pose de sérieux problèmes pour la croissance des industries d'exportation en Afrique subsaharienne.

La récente expérience du secteur de l'habillement et du textile, souvent considéré comme première étape du développement des industries d'exportation, prouve l'existence de ce souci. Sans politique de préférence commerciale soutenue par rapport aux producteurs asiatiques, les industries textiles et d'habillement de l'Afrique Sub-Saharienne seront exclues des marchés mondiaux et feront face à des menaces sérieuses sur son marché local. Cela aura aussi un impact généralisé sur d'autres secteurs, surtout sur les producteurs à bas revenu.

### 3.2 Travaux basés sur des Modèles d'équilibre général

L'article de Ianchovichina et Martin (2001) figure parmi les travaux mettant en œuvre des modèles d'équilibre général dans l'analyse des conséquences des réformes et des changements intervenants en Chine. Avec le modèle GTAP (Global Trade Analysis Project), les auteurs évaluaient les impacts du processus de libéralisation en Chine et particulièrement de l'effet de l'adhésion de ce géant asiatique à l'Organisation Mondiale du Commerce.

Les résultats obtenus révèlent que la Chine et ses principaux partenaires commerciaux sortent gagnant dans l'adhésion de la Chine à l'OMC. Ses partenaires commerciaux profitent de l'augmentation conséquente de l'offre d'exportations de ce géant asiatique et de sa demande en importation. Pour certains pays en voie de développement, ces gains sont néanmoins anéantis par les effets négatifs engendrés par la concurrence chinoise sur les marchés tiers.

Encore dans cette lignée, Yang (2003) examine les implications de l'adhésion de la Chine à l'OMC mais cette fois-ci, cela concerne uniquement les pays en voie de développement. Pour y arriver, il s'est aussi servi du modèle GTAP. La particularité de ce papier réside dans le fait que l'auteur analyse en premier lieu les impacts de l'adhésion de la Chine à l'OMC sur les pays en voie de développement, en identifiant les domaines dans lesquels ces pays sont pénalisés par cette adhésion et les domaines dans lesquels ils en sont gagnants. Ensuite, l'auteur place l'adhésion dans le contexte d'un processus de croissance et d'ouverture économique à long terme de la Chine et examine à quel point les résultats diffèrent de la première analyse en termes d'impacts sur l'économie des pays en voie de développement.

Effectivement, les résultats obtenus suggèrent une différence entre les impacts à court et moyen terme de l'adhésion de la Chine à l'OMC et les impacts à long terme d'une croissance et d'une ouverture économique chinoise sur l'économie des pays en voie de développement. Historiquement, l'exportation de produits textiles et de vêtements de la Chine vers les pays industrialisés est soumise à plus de contraintes par rapport à celle des pays en voie de développement vers ces mêmes pays industrialisés. La suppression de ces restrictions suite à l'adhésion de la Chine à l'OMC tend à induire des pertes pour certains pays en voie de développement.

Contrairement à cela, l'ouverture économique et la croissance à long terme connues par la Chine débouche vers un développement du commerce sur un éventail beaucoup plus large de produits de base. Les importations et les exportations croissent à des taux similaires. Après deux décennies de croissance rapide, les exportations chinoises se sont améliorées et se sont diversifiées. Les importations se sont aussi accrues et se sont orientées vers des biens sur lesquels plusieurs pays en voie de développement ont un avantage comparatif : produits agricoles, minerais et d'autres produits de base.

Les simulations indiquent alors que globalement, l'ouverture et la croissance économiques chinoises ne semblent pas avoir un impact défavorable sur l'économie des pays en voie de développement. En effet, les pays qui ont noué une forte relation commerciale et d'investissement avec la Chine tiraient bénéfices de ce processus. Le mécanisme à travers lequel ces pays en voie de développement en tirent profit est important : entretenir une relation avec une grande économie à forte croissance améliorera les termes de l'échange et augmentera le volume des échanges. Cela pourrait plus que compenser les pertes éventuelles engendrées par la concurrence chinoise sur les marchés tiers.

Enfin, suite à l'annonce de la mise en place de quotas pour les importations de vêtements et de produits textiles en provenance de la Chine par l'Afrique du Sud en Août 2006, Naudé et Rossouw (2008) cherchaient à évaluer l'impact de cette politique sur l'économie de ce pays. Comme dans le cas des deux travaux cités précédemment, ils mettaient aussi en œuvre un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) pour arriver à leur fin.

Ils constataient que, contrairement aux motivations qui sous-tendent la mise en œuvre de quotas, les effets de cette mesure sur l'économie globale, l'économie sectorielle et les ménages sont négatifs et aboutissent à une plus grande inégalité entre les pauvres et les ménages plus aisés. Ils concluaient en avançant que l'imposition de ces quotas pourrait être considérée comme une erreur politique et que l'Afrique du Sud aurait pu tirer plus d'avantages s'il avait conclu un accord de libre échange avec la Chine.

## 4. Cadre théorique, méthodologie et données utilisées

### 4.1 Cadre théorique

Comme en témoigne la revue de la littérature développée dans la section précédente, les impacts de la croissance économique et du développement du commerce chinois sur l'économie des pays d'Afrique Sub-saharienne diffèrent selon le pays considéré, le secteur étudié et même selon la méthode d'analyse employée. Il est alors relativement difficile et complexe de dire que l'économie de Madagascar ou ses secteurs économiques sont bénéficiaires ou perdants dans l'échange grandissant entretenu avec la Chine. Cela nécessite une approche synthétique et exhaustive de toutes les possibilités conduisant à un gain ou à une perte potentielle. Pour y arriver, nous nous inspirons du cadre théorique développé par Kaplinsky (2007) et nous distinguons en matière d'importation et d'exportation les effets directs et indirects de l'échange avec la Chine sur l'économie de Madagascar.

Tableau 6 : Effets des exportations

EXPORTATION		
EFFET	Bénéfice	Perte
<b>Direct</b>	Madagascar exporte vers la Chine <i>(Extension des parts de marché)</i>	
<b>Indirect</b>	Madagascar exporte vers d'autres pays des produits fortement demandés par la Chine <i>(Hausse des cours des produits)</i>	Madagascar entre en concurrence avec la Chine en exportant un bien qui est aussi exporté par la Chine <i>(Baisse des cours des produits)</i>

Comme le montre le Tableau 6, l'exportation de Madagascar vers la Chine générée par la croissance chinoise est considérée comme un avantage direct pour le pays. Elle permet d'étendre la part de marché extérieur du pays et d'augmenter le revenu national. L'effet indirect peut à la fois être positif et négatif. Si Madagascar exporte vers d'autres pays un bien fortement demandé par la Chine, cela est bénéfique pour le pays dans la mesure où le prix international de ce bien augmente. L'effet indirect est par contre pénalisant quand Madagascar entre en concurrence avec la Chine en exportant un bien, qui est également exporté par ce géant asiatique. En effet, le prix international de ce bien baisse dans ce cas.

Tableau 7 : Effets des importations

IMPORTATION		
EFFET	Bénéfice	Perte
<b>Direct</b>	Madagascar importe de la Chine des produits à bas prix <i>(Hausse du revenu réel et amélioration du bien être des consommateurs)</i>	Madagascar importe des produits chinois qui entrent en concurrence avec les produits domestiques <i>(Baisse des prix et de la production et perte d'emploi)</i>
<b>Indirect</b>	Madagascar importe des biens qui sont exportés par la Chine <i>(Baisse des prix d'importation)</i>	Madagascar importe des biens qui sont également importés par la Chine <i>(Hausse des prix d'importation)</i>

Quant à l'importation (Voir Table 7), si Madagascar fait entrer des marchandises à bas prix en provenance de la Chine, cela aura un effet direct positif sur l'économie du pays. La baisse conséquente des prix conduit à une hausse du revenu réel et à une amélioration du bien être des consommateurs. L'importation pourrait cependant avoir un effet direct défavorable lorsque les produits chinois entrent en concurrence avec les produits domestiques et détruisent les industries locales. Madagascar peut également être pénalisé indirectement à travers l'importation lorsqu'il importe d'un autre pays un bien qui est aussi importé par la Chine. C'est le cas du pétrole par exemple. A cause de la demande croissante chinoise, le prix international de ce bien flambe. Par contre, si Madagascar importe des biens vendus par la Chine sur le marché mondial, il profitera de la baisse des prix engendrée par l'offre chinoise et gagnera en termes de coûts d'importation.

### 3.2. Méthodologie

En se basant sur le cadre théorique développé précédemment, nous procédons à l'analyse des éventuels impacts de la croissance chinoise, à travers le canal du commerce, sur l'économie de Madagascar. Une panoplie de méthodes sont exploitées pour atteindre cet objectif. Ces méthodes ont été tirées de la littérature économique dont la revue est exposée dans la seconde section du présent travail.

Afin de comprendre l'évolution des régimes et des politiques économiques de Madagascar et de la Chine et de saisir la portée des accords et arrangements commerciaux liant les deux pays, nous commençons par mener des études documentaires, des interprétations juridiques des textes existants<sup>7</sup>. Des méthodes similaires ont été utilisées par Lardy (1993) lorsqu'il étudiait les réformes de l'économie et du commerce international de la Chine et par Bates Gill et Morrison (2007) quand ces derniers cherchaient à comprendre l'influence grandissante de la Chine en Afrique.

Ensuite, nous réalisons des analyses descriptives comme l'ont fait Jenkins et Edwards (2005), Raphael Kaplinsky et Morris (2007) et Kaplinsky et Morris (2006) afin d'étudier la structure, la performance et l'évolution du commerce extérieur de Madagascar. Ces analyses s'orientent essentiellement sur l'étude du rôle joué par la Chine dans ces échanges.

Nous exploitons également les outils développés par Jenkins et Edwards (2005) et Stevens et Kennan (2006). Ces derniers consistent à sortir des indicateurs permettant d'identifier les secteurs économiques gagnants et perdants dans les échanges avec la Chine.

Le dernier outil à manipuler touche la modélisation. Comme l'ont fait Yang (2003) et Naudé et Rossouw (2008), nous mettons en œuvre un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) pour évaluer les impacts du commerce avec la Chine sur l'économie de Madagascar. Ce modèle, dont les équations sont renvoyées en Annexe, est un modèle dynamique multisectoriel. Le fait qu'il a déjà été utilisé dans le cas de Madagascar par Dorosh (1994) s'avère un atout considérable pour l'étude.

---

<sup>7</sup> Les fruits de ces analyses documentaires et juridiques sont déjà insérés dans la première section de l'article, consacrée au contexte historique.

Tableau 8 : Synthèse de la méthodologie

OBJETIFS SPECIFIQUES	METHODES D'ANALYSE	ARTICLES D'INSPIRATION
<i>1. Analyse de la structure et de la performance économique, en insistant sur le rôle du commerce avec la Chine</i>	- Statistique descriptive - Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC)	- Dorosh (1994) - Yang (2003) - Naudé et Rosouw (2008)
<i>2. Analyse des importations et des exportations par secteur et par pays de destination</i>	- Statistique descriptive	- Kaplinsky, McCormick et Morris (2007)
<i>3. Analyse des gains et pertes générés par les importations et les exportations vers la Chine</i>	- Statistique descriptive	- Stevens et Kennan (2006)
<i>4. Analyse de l'évolution du régime et de la politique commerciale de la Chine et de Madagascar</i>	- Approches juridiques et analyses des données d'entretien	- Lardy (1993)
<i>5. Analyse des accords commerciaux bilatéraux et régionaux et/ou d'arrangements commerciaux spéciaux entre Madagascar et la Chine</i>	- Etudes documentaires et analyses des données d'entretien	- Lardy (1993) - Gill, Huang et Morrison (2007)

### 3.2. Données utilisées

Les données exploitées dans la présente recherche sont globalement des données annuelles qui s'étendent de 1997 à 2007. Elles ont été tirées de trois sources différentes : les données utilisées dans les analyses sectorielles émanent de la base de données de la douane malgache et de la base de données de la douane chinoise<sup>8</sup>. Les données exploitées dans l'analyse globale sont quant à elles tirées de la base de données de l'Institut National de la Statistique (INSTAT).

## 4. Analyse empirique

<sup>8</sup> L'entrée dans la base de données de la douane chinoise a été possible grâce à l'accès à la base de données internationale *DATASTREAM*

## 4.1. Analyse sectorielle

Si la première section de cet article s'est limitée à une analyse descriptive de la structure, la performance et l'évolution globale des relations commerciales entretenues par Madagascar avec la Chine, la présente section essaye d'aller plus loin en identifiant les secteurs gagnants et les secteurs perdants dans ces échanges. Pour ce faire, nous partons du cadre théorique et nous mettons en œuvre les outils développés dans la section consacrée à la méthodologie.

### 4.1.1 Secteurs gagnants et perdants dans l'exportation

#### *Effets Directs*

Comme il a été développé précédemment, certains secteurs sont touchés directement par les échanges avec la Chine alors que d'autres ne sont affectés que de façon indirectes. Afin d'évaluer les impacts directs de l'exportation vers la Chine sur l'économie de Madagascar et d'identifier les secteurs bénéficiaires, nous commençons par calculer la moyenne des exportations en valeur (en USD), relatives à chaque produit pour la période 1997-2007. Ensuite, nous identifions les dix premiers produits les plus exportés vers la Chine et nous considérons les secteurs d'origine de ces biens comme secteurs gagnants directs dans l'échange avec la Chine. En effet, nous supposons que grâce à la demande supplémentaire exprimée par ce géant asiatique, ces secteurs arrivent à étendre leurs parts de marché et par conséquent à produire plus.

Tableau 9 : Les dix premiers produits exportés vers la Chine

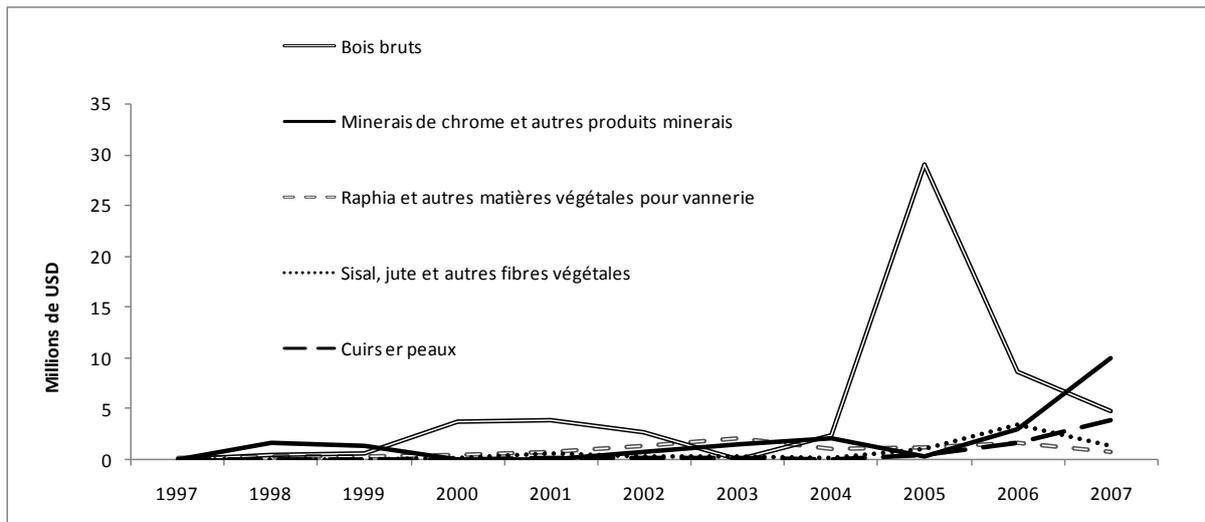
<b>LIBELLE</b>	<b>PART DANS L'EXPORT VERS LA CHINE ENTRE 1997 ET 2007</b>
Bois bruts	44,65
Minerais de chrome et autres produits minerais	16,39
Raphia et autres matières végétales pour vannerie	8,06
Sisal, jute et autres fibres végétales	5,92
Cuir et peaux	5,01
Bijouterie et pierres gemmes	3,71
Ouvrages en bois	2,97
Huiles essentielles	2,32
Quartz et autres pierres industrielles	1,99
Epices	1,68

Sources: Direction des Douanes, nos propres calculs

Le tableau 9 nous révèle ces dix produits et les dix secteurs correspondants. On constate que la plupart de ces produits sont des biens primaires qui n'ont pas subi suffisamment de transformation. Les exportations de bois bruts, de cuir et peaux, de sisal et de raphia en sont des exemples. Seules quelques exportations comme celles d'huiles essentielles et d'ouvrages en bois viennent d'une transformation industrielle et rapportent plus de valeur ajoutée.

Il est clair que l'accès des entreprises malgaches au marché chinois et la demande croissante exprimée par ce géant asiatique permettent à Madagascar d'accroître son exportation et d'augmenter ses activités économiques. Comme le montre la figure 4, les secteurs qui exportent vers la Chine, à l'exception de ceux qui sont liés à l'exploitation forestière (Bois, Raphia et sisal) connaissent tous une croissance significative ces dernières années. Malheureusement, comme il vient d'être mentionner, les produits concernés sont en majorité des biens à faible valeur ajoutée.

Figure 4 : Evolution des cinq premiers produits exportés vers la Chine



L'un des points importants à noter dans cet échange direct avec la Chine est que pendant les dix dernières années, l'exportation vers ce géant asiatique repose essentiellement sur deux types de biens : le bois et les minerais de chrome. Au début, plus précisément en 1998, les minerais de chrome occupent plus de la moitié des exportations (en valeur) de Madagascar vers la Chine. Cette part dans l'exportation totale vers ce géant asiatique atteignait encore les 38% en 2007. Certes, Madagascar n'est pas encore un grand pays exportateur minier bien qu'il dispose d'un potentiel de ressources minières et pétrolières assez important. Si sur la période 1997-2007, les exportations minières, composées essentiellement du chrome, représentent déjà 16,4% du total des exportations de Madagascar, cette part est encore appelée à s'accroître considérablement à partir de 2009, lorsque les grands projets miniers d'extraction d'ilménite dans le Sud (Quit Madagascar Minerals) et de cobalt à l'Est (Dynatec) commenceront à exporter.

Il faudrait également mentionner que les exportations de chrome ont bénéficié d'une évolution favorable des cours depuis 2002. Cette amélioration des cours s'explique par la hausse de la demande mondiale dont en grande partie celle de la Chine. Cet intérêt de la Chine pour les minerais de chrome est justifié par l'accroissement de ses besoins en matières premières, nécessaires à son expansion. Outre l'augmentation de la demande chinoise en produits pétroliers, la Chine prospecte à travers le monde et particulièrement en Afrique subsaharienne des produits miniers de base pour développer ses industries. Les produits pétroliers et miniers occupent en moyenne 13% des importations chinoises entre 1993 et 2007 et la croissance annuelle de ces importations atteignait 28% sur cette période, contre 18% pour l'ensemble des importations.

En ce qui concerne les bois, l'exportation de ce type de bien prenait la place des minerais de chrome pendant la première moitié des années 2000. Les bois bruts constituaient la grande partie des biens expédiés vers la Chine pendant cette période. En 2005, 83% de la valeur en USD des exportations vers ce géant asiatique viennent de la vente de ce type de produit. Néanmoins, dans le cadre de la promotion de la nouvelle vision "Madagascar naturellement" et afin de freiner le déboisement, les autorités malgaches ont décrété la fermeture des exploitations forestières. Ce changement de politique a entraîné une chute de la vente de bois

et des produits issus de l'exploitation forestière (Raphia, sisal et jute) à partir de 2006 et vu l'importance de ces secteurs dans l'échange avec la Chine, la valeur globale des exportations vers ce géant asiatique connaissait également un ralentissement entre 2005 et 2006 (baisse de 37%).

### *Effets indirects*

Kaplinsky (2007) disait qu'en matière d'impacts des échanges commerciaux avec la Chine, les effets indirects seraient beaucoup plus important que les effets directs. Mais si ces derniers sont plus faciles à évaluer, les premiers sont beaucoup plus complexes à déterminer et difficiles à quantifier. Ici, afin d'évaluer les impacts indirects des échanges extérieurs de la Chine sur l'exportation de Madagascar, nous débutons par déterminer les dix premiers produits d'exportation de la grande île. Ensuite, parmi ces dix produits, nous identifions ceux qui sont également exportés par le géant asiatique et ceux qui sont importés par ce dernier.

En effet, comme il a déjà été développé dans la section consacrée à la méthodologie, les secteurs dont les produits sont à la fois exportés par Madagascar et vendus par la Chine sont considérés comme secteurs perdants car l'entrée du géant asiatique sur ces marchés est supposée faire baisser les prix. Par contre, les secteurs dont les produits sont à la fois exportés par Madagascar et achetés par la Chine sont classés secteurs gagnants dans la mesure où la forte demande chinoise en fait grimper les cours.

Tableau 10 : Les dix premiers produits exportés par Madagascar

<b>LIBELLE</b>	<b>PARTS DANS L'EXPORT ENTRE 1997 ET 2007</b>
Vêtements et accessoires du vêtement	32,47
Poissons, crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	17,09
Café, thé, cacao, épices et produits dérivés	13,36
Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes	5,11
Légumes et fruits	4,68
Papiers, cartons et ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	1,60
Articles minéraux non métalliques manufacturés	1,28
Engrais bruts et minéraux bruts	1,21
Matières brutes d'origine animale ou végétale	1,12
Sucres, préparations à base de sucre et miel	1,12

Sources: Direction des Douanes malgaches, nos propres calculs

Le Tableau 10 nous révèle les dix premiers produits d'exportation de Madagascar entre 1997 et 2007. A eux seuls, ces dix produits ont rapporté 79% des recettes d'exportation du pays pendant cette période. Ce tableau montre encore une faible diversification des sources de devises de la grande île car les ventes à l'export se concentrent sur trois types de produits : les vêtements, les produits aquatiques et les produits de rente (Café, cacao et épices). Plus de 60% de la valeur des biens exportés par Madagascar viennent de la vente de ces trois types de produits. Les centaines de variétés d'autres produits départagent les 40% restant.

Les produits aquatiques et les produits de rente constituent depuis longtemps les sources traditionnelles de devises du pays. Dans la catégorie des produits aquatiques on retrouve

principalement les crevettes et dans le groupe des produits de rente, la vanille et le café occupent la grande partie des exportations. Rappelons que Madagascar est le premier exportateur de vanille dans le monde. En effet, si la demande mondiale de vanille est estimée à 2344 tonnes en 2005, Madagascar à lui seul en a exporté les 1806 tonnes.

Concernant le secteur textile, il commençait à décoller en 1989, lorsque le pays mettait en place le régime spécial de zone franche. Les traitements particuliers accordés aux entreprises bénéficiaires de ce régime ont permis d'attirer bon nombre d'investisseurs dans le secteur. Cette attirance a également été renforcée par la sélection de Madagascar comme pays bénéficiaire du programme AGOA (African Growth and Opportunity Act), initié par les Etats-Unis et destiné à appuyer le développement en Afrique. Entre 1997 et 2007, la filière textile et habillement exportait par conséquent un tiers des biens qui sortaient du territoire malgache.

Tableau 11 : Les secteurs gagnants et perdants indirect dans l'exportation

10 premiers produits d'exportation de Madagascar	Exporté par la Chine (secteur perdant)	Importé par la Chine (secteur gagnant)
Vêtements et accessoires du vêtement	X	
Poissons, crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	X	
Café, thé, cacao, épices et produits dérivés		
Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes		X
Légumes et fruits	X	
Papiers, cartons et ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	X	
Articles minéraux non métalliques manufacturés		
Engrais bruts et minéraux bruts		
Matières brutes d'origine animale ou végétale		
Sucres, préparations à base de sucre et miel		X

Sources: Direction des Douanes malgaches et chinoises (Base de données DATASTREAM)

Le Tableau 11 nous révèle que parmi les dix secteurs identifiés précédemment, seuls six sont touchés indirectement par les échanges extérieurs réalisés par la Chine. Trois d'entre eux arrivent à tirer profit de l'existence de ces échanges alors que les trois autres restants en sont pénalisés. Dans le groupe des gagnants, on retrouve les produits pétroliers, les papiers et le sucre. Dans celui des perdants figurent les vêtements et articles textiles, les produits aquatiques et les fruits et légumes.

Le secteur exportateur de produits pétroliers peut être considéré comme secteur gagnant indirect dans la relation commerciale avec la Chine puisque la demande croissante exprimée par ce géant asiatique sur ce type de produit doit normalement tirer les prix vers le haut. Effectivement, si on compare l'évolution des prix à l'exportation de ces produits à Madagascar avec celle de la valeur des importations des produits pétroliers effectuées par la Chine, on trouve que ces deux variables évoluent dans le même sens. La figure 7 renvoyée en annexe en apporte la preuve.

La même situation est également constatée dans le secteur exportant du sucre et des préparations à base de sucre et de miel. Ce type de biens est aussi importé par le géant asiatique et cette demande chinoise influence positivement l'évolution des cours à l'exportation de ce type produit. En effet, la figure 9 renvoyée en annexe révèle que l'évolution des prix à l'exportation de ce type de biens à Madagascar suit celle de la valeur des importations de sucre par la Chine avec un petit décalage d'une année en moyenne. Quand la Chine achète plus de sucre, les prix à l'export de ce type de bien accusent une hausse une année après à Madagascar ; et inversement quand la demande chinoise connaît un ralentissement, les prix à l'export à Madagascar rencontrent aussi une baisse l'année qui suit.

Le cas du secteur de la papeterie est un peu particulier. Dans les années 1990 et jusqu'au début des années 2000, la balance commerciale de la Chine sur ce secteur était largement déficitaire. Ce géant asiatique importait beaucoup de papiers et en exportait peu. Madagascar profitait indirectement de cette demande chinoise car comme le montre la figure 8 renvoyée en annexe, l'évolution des prix à l'exportation de ce type de produit à Madagascar présente une faible ressemblance avec celle de la valeur des exportations réalisées par la Chine dans les années 1990. Mais à partir de 2003, la vente de papiers à l'étranger effectuée par la Chine connaissait un accroissement exponentiel et ce renversement de situation engendrait une chute brusque des cours qui pénalise le secteur malgache de la papeterie.

Concernant les secteurs potentiellement perdants, on retrouve en première ligne le secteur des vêtements et des produits textiles. En effet, l'exportation de ce type de produits constitue l'une des premières sources de devises de la grande île depuis les années 1990. Mais quand on analyse les données commerciales chinoises, on voit que ce secteur entre en concurrence avec la Chine dans la mesure où ce géant asiatique vend aussi les mêmes produits à l'étranger. Certes, la figure 10 renvoyée en Annexe expose un impact négatif de la croissance de l'exportation textile de la Chine sur les prix à l'exportation de ce produit à Madagascar ; mais cet effet de la concurrence chinoise est relativement limité puisque l'exportation de Madagascar sur ce type de produits est en grande partie destinée au marché américain et bénéficie de l'avantage particulier procurée par l'accord AGOA.

Le secteur d'exportation des produits aquatiques connaît aussi la concurrence chinoise sur le marché mondial. Dans la figure 12 renvoyée en annexe, les prix à l'export des produits aquatiques malgaches évolue à moyen et à long terme dans le même sens que la valeur des exportations de produits aquatiques réalisées par la Chine. Mais à court terme, on constate une faible relation négative entre les deux variables. Quand l'accroissement de l'exportation chinoise connaît une accélération, le niveau des prix malgaches à l'exportation rencontre une baisse ; et inversement, quand l'accroissement de l'exportation chinoise connaît un ralentissement, le niveau des prix malgaches à l'export subit une hausse. Dans ce cas, la vente de produit aquatique sur le marché mondial par les chinois menace le secteur des produits aquatiques malgache.

Le dernier secteur d'exportation qui serait pénalisé indirectement par la relation commerciale croissante réalisée par la Chine est celui de l'exportation de fruits et légumes. En effet ces

produits font partie des dix premiers biens vendus par Madagascar à l'étranger. Mais sur le marché mondial, ils entrent en concurrence avec les produits chinois dans la mesure où ce géant asiatique exporte aussi des légumes. La conséquence de cette concurrence est visible dans la figure 13 renvoyée en annexe. La croissance de l'exportation chinoise de la fin des années 1990 et vers la moitié des années 2000 a entraîné une chute du prix à l'exportation des fruits et légumes à Madagascar.

#### **4.1.2. Secteurs gagnants et perdants dans les importations**

##### *Effets Directs*

Comme il a été développé plus haut, la relation commerciale entre Madagascar et la Chine connaît un accroissement considérable depuis le début des années 2000. Cette évolution est néanmoins déséquilibrée dans la mesure où l'importation malgache en provenance de ce géant asiatique est largement plus dynamique que l'exportation à destination de ce pays et le déficit de la balance commerciale entre les deux pays se creuse d'année en année.

Il est quand même nécessaire de noter que cette importation grandissante en provenance de la Chine n'est pas forcément mauvaise pour l'économie malgache. Selon le cadre théorique développé précédemment (voir Section 3), l'économie malgache et les secteurs concernés seraient pénalisés par cet échange uniquement si l'importation chinoise entre en concurrence directe avec l'industrie locale. Par contre, si ce n'est pas le cas, l'économie malgache et les secteurs concernés y tireraient au contraire profit puisqu'ils bénéficieraient d'une importation à bas coûts.

Afin d'analyser l'impact de l'entrée des produits chinois sur le territoire malgache et d'identifier les secteurs gagnants et perdants dans cet échange, nous mettons en œuvre des approches identiques à celles utilisées dans l'analyse des exportations. Nous commençons ainsi par identifier les dix premiers secteurs concernés par les importations directes en provenance de la Chine. Ensuite, nous considérons comme secteurs perdant ceux dont les types de biens importés sont également produits au niveau local et comme secteurs gagnants ceux dont les types de biens importés ne peuvent pas être fabriqués localement.

Tab. 12 – Les dix premiers produits importés de la Chine

<b>LIBELLE</b>	<b>PART DANS L'IMPORT EN PROVENANCE DE LA CHINE ENTRE 1997 ET 2007</b>
Fils et tissus en soie, laine, coton et lin	29,10
Vêtements et accessoire de vêtements	12,40
Générateurs, transformateurs, accumulateurs et conducteurs électriques	9,78
Moteur, machines et appareils mécaniques, électriques et électroniques	6,85
Fils et tissus synthétiques	5,98
Véhicules, tracteurs et motocycles	3,99
Fer, acier et ouvrages en fer ou en acier	3,23
Riz et autres céréales	2,69
Produits chimiques, Médicaments et produits pharmaceutiques	2,00
Chaussures	1,89

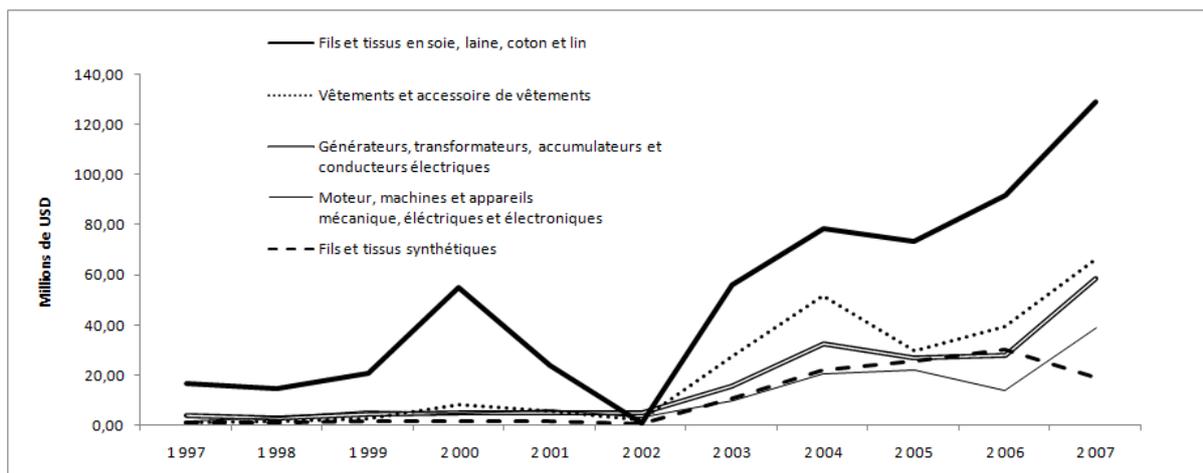
Sources: Direction des Douanes, nos propres calculs

Les dix premiers secteurs et produits concernés par les importations en provenance de la Chine sont exposés par le tableau 12. La plupart de ces produits concerne le secteur textile. En effet, presque la moitié des importations de Madagascar en provenance de la Chine est composée de produits textiles. Les statistiques révèlent que 35% des produits importés de ce géant asiatique sont constitués de matières premières destinées à l'industrie textile telles que les fils et tissus en soie, laine, coton, lin ou synthétiques et 12,4% sont formés de vêtements et d'accessoires de vêtements.

Les générateurs, transformateurs, accumulateurs et conducteurs électriques ainsi que les moteurs, machines et appareils mécaniques, électriques et électroniques font aussi partie de ces dix premiers produits importés de la Chine. Grâce à ces importations, les appareils électroménagers « Made in China » inonde de plus en plus maintenant le marché local à Madagascar. Le cas similaire est aussi constaté sur le marché de l'automobile car les constructeurs chinois commencent à tirer leur part de gâteau dans le marché local malgache.

Parmi ces dix premiers produits, on retrouve également le riz, les céréales, les ouvrages en fer et en acier, les produits chimiques, les médicaments, les produits pharmaceutiques et les chaussures. Notons que le riz constitue la grande partie de la rubrique riz et autres céréales du Tableau 12. En effet, même si Madagascar produit déjà une quantité non négligeable de riz, la grande île en importe encore de la Chine.

Fig. 5 – Evolution des cinq premiers produits importés de la Chine



Sources: Direction des Douanes, nos propres calculs

La figure 5 nous expose l'évolution dans le temps de l'entrée des cinq premiers produits importés de la Chine entre 1997 et 2007. Cette historique révèle une croissance importante des importations sur presque les cinq produits après crise de sociopolitique de 2002. L'allure de l'importations de matières premières destinées au secteur textile se distingue néanmoins légèrement de celles des autres produits. La croissance y est beaucoup plus accélérée. Cela s'explique par la nécessité pour les entreprises exportatrices de vêtements de s'approvisionner à bas coûts. En effet, on a vu dans l'analyse des exportations que les vêtements constituent la première source de devise de Madagascar depuis les années 1990 et il faudrait alors trouver des matières premières à faible coûts pour pouvoir maintenir l'évolution favorable de cette activité.

Tab. 13 – Les secteurs gagnants et perdants dans l'importation en provenance de la Chine

10 premiers biens importés de la Chine	Déjà produits localement (Secteur perdant)	Non fabriqués localement (Secteur gagnant)
Fils et tissus en soie, laine, coton et lin	X	
Vêtements et accessoire de vêtements	X	
Générateurs, transformateurs, accumulateurs et conducteurs électriques		X
Moteur, machines et appareils mécanique, électriques et électroniques		X
Fils et tissus synthétiques		X
Véhicules, tracteurs et motocycles		X
Fer, acier et ouvrages en fer ou en acier		X
Riz et autres céréales	X	
Produits chimiques, Médicaments et produits pharmaceutiques		X
Chaussures	X	

Sources: Direction des Douanes, nos propres calculs

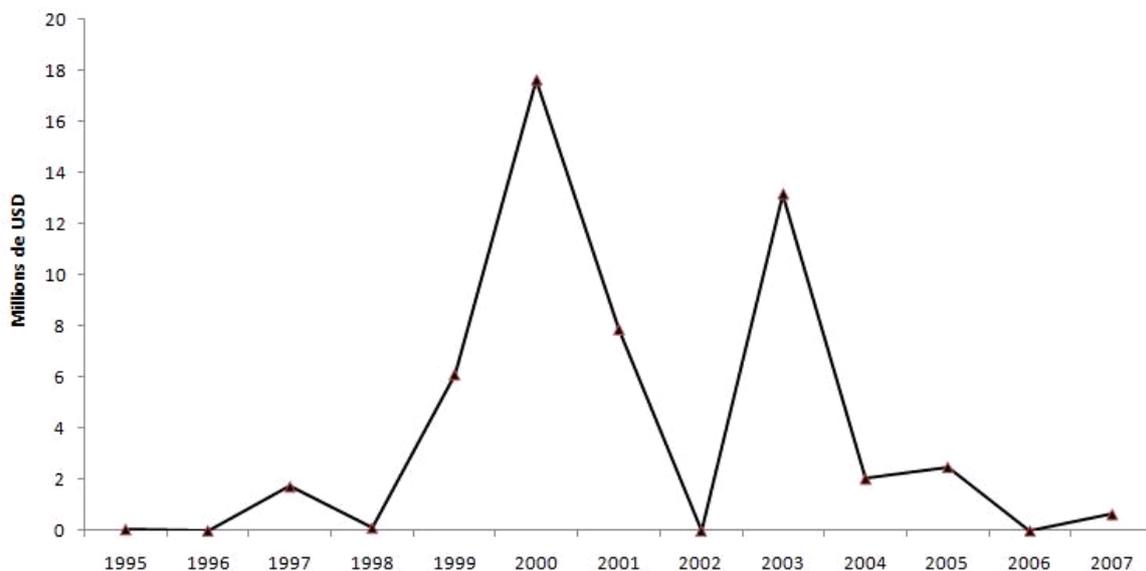
Cette possibilité de s'approvisionner à bas coûts est certes d'un côté bénéfique pour le secteur des vêtements et accessoires de vêtements mais elle pénalise aussi de l'autre côté les entreprises locales qui fournissent des produits textiles intermédiaires. Cette concurrence chinoise met en effet les entreprises locales comme la COTONA en difficulté et a même conduit à la fermeture de certaines entreprises locales telles que HASIMA et SOTEMA. C'est

pour cette raison que le secteur fabriquant des fils et tissus en soie, laine, coton et lin est classés parmi les secteurs perdants dans l'échange avec la Chine dans le tableau 9.

Comme dans la plupart des pays, le secteur des vêtements et accessoires de vêtements souffre aussi de la concurrence féroce des produits chinois à Madagascar. C'est l'un des secteurs les plus perdants dans la mesure où les vêtements « made in China » gagnent de plus en plus de terrain au détriment des fabrications locales sur le marché malgache. C'est également pareil pour le cas du secteur d'importation de chaussures puisque actuellement les chaussures chinoises inondent le marché local et cela affecte négativement l'activité de certaines entreprises locales comme BATA et AIGLE D'OR.

Quand on revoit ce tableau 13, on trouve que le secteur rizicole figure également parmi les secteurs perdants dans l'échange avec la Chine. Le cas de ce secteur est pourtant difficile à analyser dans la mesure où d'un côté, le riz importé de la Chine concurrence féroce les producteurs locaux mais de l'autre, il permet de pallier à l'insuffisance alimentaire pendant les périodes critiques. En effet, le riz constitue la base alimentaire des malgaches et pourtant sa culture est souvent ravagée par des cyclones ou des tempêtes tropicales. Après le passage de ces catastrophes naturelles, l'offre a ainsi énormément du mal à satisfaire la demande et l'importation en provenance de la Chine en constitue la solution appropriée. C'est pour cette raison que l'importation de riz chinois exposée par la figure 6 semble être occasionnelle.

Fig. 9 – Evolution de l'importation de riz en provenance de la Chine



Ce cas partagé du riz nous mène aux secteurs qui tireraient plutôt profit de l'importation en provenance de la Chine. Ces derniers sont composés essentiellement des secteurs qui importent des produits manufacturés comme les équipements électriques, les moteurs, les machines, les appareils électroménagers etc. Les secteurs des véhicules, des ouvrages en fer et

en acier, ainsi que ceux des produits chimiques et pharmaceutiques font également partie des secteurs qui arriveraient à tirer profit de l'échange avec la Chine.

Le tissu industriel malgache reste encore au stade de démarrage et les entreprises locales ne sont pas encore à même de fabriquer ces types de produit. Ainsi, leur importation en provenance de la Chine ne constitue pas du tout une menace ni pour les secteurs concernées ni pour les entreprises. Au contraire, l'importation en provenance de ce géant asiatique constitue une alternative à l'achat à prix relativement élevé de ces types de produits aux partenaires commerciaux traditionnels tels que la France, l'Allemagne, les Etats Unis et le Japon.

### *Effets indirects*

Comme dans le cas des exportations, les importations de Madagascar pourraient aussi être affectées indirectement par le commerce extérieur de la Chine. En effet, si la grande île importe des biens qui sont également achetés par ce géant asiatique, elle en sera pénalisée dans la mesure où cette demande chinoise pousse les prix à la hausse. Par contre, si Madagascar importe des biens qui sont déjà vendus par la Chine sur le marché mondial, il en tirera profit car cette offre chinoise tire les prix vers le bas.

Afin d'identifier les secteurs d'importation gagnants et perdants suite à ces effets indirects, nous déterminons d'abord les dix premiers produits étrangers qui entrent à Madagascar car nous ne pouvons pas travailler sur les milliers de produits achetés par la grande île à l'étranger. Ces dix premiers produits importés sont exposés par le tableau 12. Ils sont principalement composés de carburants, de produits textiles, de produits alimentaires, des véhicules et des machines.

Tab. 14 : Les dix premiers produits importés par Madagascar

<b>LIBELLE</b>	<b>PARTS DANS L'IMPORT ENTRE 1997 ET 2007</b>
Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes	17,47
Fils, tissus, articles textiles façonnés et produits connexes	11,21
Véhicules routiers	6,01
Fibres textiles et autres laines peignées et leurs déchets	5,17
Céréales et préparations à base de céréales	4,33
Fer et acier	3,43
Machines et appareils industriels d'application générale	3,38
Papiers et cartons	3,25
Machines et appareils électriques	2,86
Poissons, crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	2,35

Source: Direction des Douanes malgaches, nos propres calculs

Le tableau 14 montre l'importance des carburants dans les importations de Madagascar. Presque un cinquième de la valeur des importations de l'île viennent de l'achat de carburants à l'étranger. Ce secteur figure pourtant parmi les secteurs perdants selon le tableau 15 puisque la Chine importe aussi du pétrole et des produits dérivés du pétrole. D'ailleurs, la demande chinoise sur ce type de produit arrive même à tirer les prix vers le haut. La figure 8 renvoyée en annexe en est la preuve.

Tab. 15 : Les secteurs gagnants et perdants indirects dans l'importation

10 premiers produits d'importation de Madagascar	Exporté par la Chine (secteur gagnant)	Importé par la Chine (secteur perdant)
Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes		X
Fils, tissus, articles textiles façonnés et produits connexes		X
Véhicules routiers	X	
Fibres textiles et autres laines peignées et leurs déchets		X
Céréales et préparations à base de céréales	X	
Fer et acier	X	
Machines et appareils industriels d'application générale		X
Papiers et cartons	X	
Machines et appareils électriques	X	
Poissons, crustacés, mollusques et leurs préparations	X	

Source: Direction des Douanes malgaches, nos propres calculs

Parmi les secteurs perdants, on trouve également ceux de l'importation de produits textiles intermédiaires comme les fils et fibres textiles, les tissus etc. En effet, ces produits sont également demandés par la Chine pour faire tourner son secteur textile. Ainsi, il est possible que certaines entreprises malgaches entre en concurrence avec ce géant asiatique dans l'achat de ce type de biens sur le marché mondial. Cette conclusion est pourtant à relativiser dans la mesure où, comme on l'a vu dans l'analyse des effets directs, une partie non négligeable des importations d'intrants textiles de Madagascar viennent de la Chine.

Le dernier secteur perdant est celui de l'importation des machines et appareils industriels. Dans son processus d'industrialisation, la Chine importe beaucoup de machines et appareils industriels. Dans ce cas, elle entre en concurrence avec les industries locales malgaches lorsque ces dernières veulent changer leurs outils de production ou lorsqu'elles veulent accroître leur capacité de production en achetant de nouvelles machines. L'investissement du secteur industriel malgache s'avère alors pénalisé par ce processus d'industrialisation chinoise. Comme dans le cas précédent des intrants textiles. Cette conclusion est également à relativiser et nécessite une distinction plus approfondie des types de machines pour lesquels la grande île entre effectivement en concurrence avec la Chine en matière d'importation.

A côté de ces secteurs perdants, le tableau 15 révèle six secteurs gagnants. Parmi ces derniers, on trouve ceux de l'importation de véhicules et de machines électriques. En effet, ces derniers font partie des biens chinois qui inondent actuellement le marché mondial. L'arrivée de ce géant asiatique sur ces segments de marché apporte ces derniers temps des alternatives aux consommateurs et fait beaucoup baisser les prix. Et comme ceux des autres pays, les consommateurs malgaches tirent aussi profit de ce changement.

Le secteur de l'importation alimentaire entre également dans le groupe des secteurs tirant profit des échanges extérieurs entretenus par la Chine. Les céréales et les préparations à base de céréales ainsi que les poissons et les préparations à base de produits aquatiques, qui figurent parmi les dix premiers produits d'importation de la grande île, sont aussi vendus par la Chine à l'étranger et subissent par conséquent une baisse des prix.

## 4.2. Analyse globale

Comme il a été mentionné précédemment, ce travail utilise aussi une méthode beaucoup plus sophistiquée qu'est le Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) pour analyser les impacts de la relation commerciale avec la Chine sur l'économie de Madagascar. Ce modèle, qui est utilisé par l'administration malgache, s'inspire de celui de Cameroun et est de même type que celui de Devis, De Melo et Robinson en 1970. A l'origine, ce modèle ne considérait que trois (03) secteurs (agriculture, industrie et Service), mais pour tenir compte des activités les plus touchées par la relation Chine-Madagascar, nous l'avons désagrégé en dix (10) branches. Ces dix branches sont exposées dans le tableau 16 qui suit :

Tab.16 : Les activités les plus touchés par la relation économiques avec la Chine

SETEUR	LIBELLE
AGR	AGRICULTURE
AAG	AUTRE SECTEUR AGRICOLE
EXT	ACTIVITE EXTRACTIVE
AEX	AUTRE ACTIVITE EXTRACTIVE
TEX	FABRICATION TEXTILE ET CUIR
IND	AUTRE INDUSTRIE
BTP	CONSTRUCTION DE BTP
SCE	AUTRE SERVICE
COM	COMMERCE
APU	ADMINISTRATION

### 4.2.1 Hypothèses sur la variation des importations en provenance de la Chine et des exportations à destination de la Chine

Dans cette analyse, on part des hypothèses sur les variations des exportations à destination de la Chine et des importations en provenance de ce géant asiatique et on simule les conséquences de ces variations sur des variables globales et des variables sectorielles, en faisant tourner le modèle. Les hypothèses retenues sont exposées par le tableau 17. Elles correspondent aux variations des importations en provenance de la Chine et des exportations à destination de ce pays entre 2006 et 2007.

Tab.17 : Variation des importations et des exportations entre 2006 et 2007

	Importation en provenance de la Chine	Exportation vers la Chine
AEX	1,05	0,03
AGR	1,01	0,91
EXT	0,31	0,02
IND	0,33	0,02
SCE	0,04	0,00

Le choix de cette période est conditionné par la recherche de fiabilité pour l'analyse. Il se justifie par la stabilité de la situation économique pendant cette période. Les données des années antérieures sont soit affectées par la crise politique et socio-économique de 2002, soit influencées par la détaxation massive de 2003-2004. D'ailleurs les variations des importations et des exportations exposées dans le tableau 17 reflètent vraiment l'évolution du commerce de Madagascar avec la Chine de ces dernières années. En effet depuis 2003, les importations en provenance de la Chine accusent une accélération beaucoup plus importante par rapport à celle des exportations à destination de ce pays et le déficit commercial entre les deux pays se creuse de plus en plus.

Entre 2006 et 2007, cinq branches sont directement et principalement concernées par les relations commerciales avec la Chine. En matière d'exportation, quatre branches sont touchées : l'activité extractive (EXT), les autres activités extractives (AEX), l'agriculture (AGR) et les autres activités industrielles (IND). En matière d'importation, une branche de plus se rajoute à ces quatre déjà citées dans le cadre de l'exportation : la branche des autres services (SCE).

#### 4.2.2 Effets de la variation des importations en provenance de la Chine

Les variations des importations en provenance de la Chine exposées dans le tableau 17 entraînent des changements tant au niveau sectoriel qu'au niveau global. Quand on regarde les conséquences sur les prix (voir le tableau 18), on trouve par exemple que la croissance de l'entrée des produits chinois fait baisser les prix quelle que soit la branche. Cela conforte l'hypothèse selon laquelle les produits chinois ont des coûts relativement moins élevés et tirent par conséquent les prix vers le bas.

Les effets réels sont par contre partagés. D'un côté, la hausse des importations en provenance de la Chine engendre une amélioration de l'activité pour certaines branches comme celles de l'activité agricole (AGR) et de la construction de Bâtiments et Travaux publics (BTP). En effet, l'arrivée des engrais et des matériaux de construction à bas prix en provenance de la Chine donnerait un souffle à ces deux branches en leur offrant la possibilité de produire à moindre coût. Mais de l'autre côté, on constate aussi que l'entrée croissante des produits chinois entraîne un ralentissement de l'activité dans d'autres branches comme celles des autres activités agricoles (AAG), des activités industrielles (IND) et des autres services (SCE). Cela serait en partie dû à la difficulté rencontrée par les entreprises locales face à la concurrence féroce exercée par ces produits chinois.

Tab. 18 : Implications de la variation des importations sur les activités sectorielles

Variable	Valeur unique	Secteur					
		AGR	AAG	IND	BTP	SCE	APU
<i>pd</i>		-0,35	-0,30	-0,24	-0,20	-0,20	-0,20
<i>pm</i>		0	0	0	0	0	0
<i>pe</i>		-0,10	-0,10	0	0	0	0
<i>pk</i>		-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10
<i>px</i>		-0,15	-0,10	-0,20	-0,20	-0,20	-0,20
<i>p</i>		-0,20	-0,30	-0,14	-0,20	-0,20	-0,20
<i>pva</i>		-0,05	-0,16	-0,23	-0,22	-0,14	-0,15
<i>pwm</i>		0	0	0	0	0	0
<i>pwe</i>		-0,12	-0,06	-0,02	-0,02	0	0
<i>tm</i>		0	0	0	0	0	0
<i>x</i>		0,01	-0,04	-0,03	0,03	-0,01	0
<i>xd</i>		0,04	0,03	-0,06	0,03	0	0
<i>xcd</i>		-0,14	-0,04	-0,11	0,03	-0,01	0,00
<i>e</i>		0,11	0,06	0,07	0	0,07	0
<i>m</i>		0,50	0	0,02	0	-0,05	0
<i>k</i>		0	0	0	0	0	0
<i>wa</i>	-0,28						
<i>ls</i>		0	0	0	0	0	0
<i>l</i>		0,10	0	-0,02	0	0	0
<i>int</i>		0,01	-0,06	-0,02	-0,02	0	-0,02
<i>cd</i>		-0,001	0	-0,05	-0,08	-0,02	-0,02
<i>gd</i>	0						
<i>id</i>		0,01	0	0,02	0,05	0	0
<i>dst</i>		0,04	0	-0,09	0	0	0
<i>y</i>	-0,21						
<i>gr</i>	-0,07						
<i>tariff</i>	0,04						
<i>indtax</i>	-0,16						
<i>duty</i>	0						
<i>gdtot</i>	0						
<i>mps</i>	0						
<i>hhsav</i>	-0,21						
<i>govsav</i>	0,30						
<i>deprecia</i>	-0,09						
<i>savings</i>	-0,07						
<i>fsav</i>	0						
<i>dk</i>		0,01	0	0,01	0,00	0,06	0,07

Ces effets sectoriels, particulièrement les effets nominaux, se reflètent également au niveau global. Selon le tableau 19 résumant les effets des importations chinoises sur l'économie globale de Madagascar, la variation positive de l'entrée des produits chinois dans la grande île conduit à un ralentissement de l'inflation dans le pays. L'achat de produits chinois constitue alors une alternative financièrement intéressante et profiterait beaucoup non seulement aux consommateurs malgaches mais aussi aux entrepreneurs ayant besoin d'intrants importés.

Tab. 19 : Effets globaux de la variation des importations

Variable	Variation en %
<i>PIB*</i>	0,01
<i>Inflation</i>	-0,21
<i>pd</i>	-0,25
<i>pm</i>	0,00
<i>pe</i>	-0,03
<i>pk</i>	-0,10
<i>px</i>	-0,18
<i>p</i>	-0,21
<i>pva</i>	-0,16
<i>pwm</i>	0,00
<i>pwe</i>	-0,04

\*Estimation de la variation à partir de la Valeur Ajoutée

#### 4.2.3 Effets de la variation des exportations à destination de la Chine

Les effets de la hausse des exportations vers la Chine semblent être en partie l'opposé de ce qu'on voit dans les importations, surtout en matière de prix. En effet, l'augmentation de la vente vers ce géant asiatique ferait gonfler la demande globale et tirerait les prix vers le haut. C'est pour cette raison qu'on trouve un accroissement des prix des biens domestiques (*pd*) dans la plupart des secteurs figurant dans le tableau 20.

Tab. 20 : Implications de la variation des exportations sur les activités sectorielles

Variable	Valeur unique	Secteur					
		AGR	AAG	IND	BTP	SCE	APU
pd		0,20	6,60	0,10	0	0,10	0,10
pm		0	0	0	0	0	0
pe		0,05	-0,20	0	0	0	0
pk		0	0	0	0	0	0
px		0,1	1,4	0,08	0	0,1	0,1
p		0,1	6,6	0,06	0	0,1	0,1
pva		0,053	2,08	0	0	0,138	0,154
pwm		0	0	0	0	0	0
pwe		0,052	-0,210	0	0	0,025	0
tm		0	0	0	0	0	0
x		-0,012	0,014	-0,012	-0,019	0,009	0,002
xd		-0,019	0,875	-0,052	-0,019	0,002	0,002
xxd		-0,238	0	-0,046	-0,019	0,006	0,002
e		-0,023	1,13	-0,072	0	-0,021	0
m		0,243	4,35	0,036	0	0,034	0
k		0	0	0	0	0	0
wa	0,054						
ls	0						
l		-0,034	0	0,003	0	0	0
int		-0,035	-0,130	-0,042	-0,065	-0,012	-0,045
cd		0,007		0,009	0,026	0,031	0,027
gd	0						
id		-0,015	0,001	-0,009	0	0	0
dst		-0,028	0,878	-0,033	0	0	0
y	0,092						
gr	0,059						
tariff	0,025						
indtax	0,085						
duty	0						
gdtot	0						
m <sub>ps</sub>	0						
hhsav	0,093						
govsav	0,052						
deprecia	0,030						
savings	0,054						
fsav	0						
dk		0,0004	0	0,0185	0,0097	-0,0171	-0,0194

Cette stimulation de la demande, engendrée par l'accroissement de l'exportation vers la Chine, booste l'activité économique dans trois branches : celles des autres activités agricoles (AAG), des autres services (SCE) et de l'administration (ADM). Suite à la hausse de l'exportation vers la Chine, l'offre de biens composites (x) et la production domestique (xd) dans ces branches d'activités augmentent. Il est également intéressant de noter l'existence d'un effet d'entraînement particulièrement dans la branche des activités agricoles : (AGR) et (AAG). En effet, si dans les hypothèses l'exportation de la branche agriculture (AGR) augmente de 0,91 points, cela entraîne une hausse de l'exportation de 1,13 points et de la production domestique de 0,875 points dans la branche des autres activités agricoles (AAG).

Ce qui semble être contre-intuitif dans les résultats exposés par le tableau 20, c'est de trouver un effet négatif de la variation des exportations vers la Chine sur l'offre de biens composites

et la production domestique dans les branches de l'agriculture (AGR), des autres industries (IND) et de la construction de bâtiments et de travaux publics (BTP) alors que normalement, on s'attend à une stimulation de l'activité.

Tab.21 : Effets globaux de la variation des exportations

Variable	Variation en %
<i>PIB*</i>	0,13
<i>Inflation</i>	1,16
<i>pd</i>	1,18
<i>pm</i>	0
<i>pe</i>	-0,03
<i>pk</i>	0
<i>px</i>	0,30
<i>p</i>	1,16
<i>pva</i>	0,40
<i>pwm</i>	0
<i>pwe</i>	-0,02

\*Estimation de la variation à partir de la Valeur Ajoutée

Malgré cet effet inattendu, les impacts sur l'économie globale semblent être conformes à l'intuition économique. En effet selon les résultats exposés par le tableau 21, suite à la variation positive des exportations vers la Chine, le Produit intérieur brut gagne 0,13 points de plus et l'inflation augmente de 1,16 points.

#### 4.2.4. Effets combinés de la variation des importations en provenance de la Chine et des exportations à destination de la Chine

Dans la réalité économique, les relations commerciales avec la Chine ne s'arrêtent pas uniquement à l'importation de biens en provenance de ce géant asiatique ou à l'exportation à destination de ce pays. Afin d'atteindre plus de réalisme dans les résultats, il s'avère alors nécessaire de combiner les deux phénomènes. Cette combinaison des hypothèses sur les variations des importations en provenance de la Chine avec celles sur les variations des exportations à destination de ce géant asiatique nous permet d'obtenir les effets finaux sur l'économie malgache.

Les effets sectoriels de la combinaison des hypothèses sur les variations des importations en provenance de la Chine avec celles sur les variations des exportations à destination de ce pays sont développés dans le tableau 22 qui suit. Ce dernier révèle que la hausse initiale dans les importations chinoises et les exportations vers la Chine relance l'activité dans les branches de l'agriculture (AGR), des autres activités agricoles (AAG), de la construction de bâtiments et travaux publics (BTP) et des autres services (SCE). La production domestique (xd) accuse en effet un accroissement dans ces branches.

Au niveau des prix, on assiste à une baisse des prix des biens domestiques (pd) dans la plupart des branches. Les branches des autres activités agricoles (AAG) et des autres activités industrielles (IND) font néanmoins exception puisque les prix domestiques y connaissent une augmentation. Cette inflation est particulièrement plus élevée dans la branche des autres activités agricoles car elle atteint les 6,3 points.

Tab.22 : Effets combinés des variations des importations et des exportations sur les activités sectorielles

Variable	Valeur unique	Secteur					
		AGR	AAG	IND	BTP	SCE	APU
pd		-0,2	6,3	0,917	-0,1	-0,1	-0,1
pm		0	0	0	0	0	0
pe		-0,1	-0,1	-0,1	-0,3	0	0
pk		0	0	0	0	-0,1	-0,1
px		-0,1	1,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
p		-0,1	6,3	-0,06	-0,1	-0,1	-0,1
pva		-0,053	1,92	-0,228	-0,222	-0,138	-0,154
pwm		0	0	0	0	0	0
pwe		-0,063	-0,273	0,004		-0,021	
tm		0	0	0	0	0	0
x		-0,005	-0,028	-0,038	0,011	-0,004	-0,001
xd		0,062	0,905	-0,108	0,011	0,005	-0,001
xxd		-0,377	-0,056	-0,149	0,011	-0,002	-0,001
e		0,095	1,195	0,004		0,050	
m		0,719	8,696	0,059		-0,019	
k		0	0	0	0	0	0
wa	-0,054						
ls	0						
l		0,068	0	-0,026	0	0	0
int		-0,026	-0,178	-0,064	-0,093	-0,014	-0,061
cd		0,006	0	-0,040	-0,026	0,007	0,009
gd	0						
id		0,015		0,016	0,037		
dst		0,016	0,878	-0,119			
y	-0,119						
gr	-0,013						
tariff	0,064						
indtax	-0,071						
duty							
gdtot	0						
mps	0						
hhsav	-0,119						
govsav	0,348						
deprecia	-0,061						
savings	-0,015						
fsav	0						
dk		0,013	0,006	0,015	0,005	0,049	0,046

En ce qui concerne les effets globaux, on assiste non seulement à une accélération de l'inflation mais également à plus de croissance économique. Ces résultats sont exposés dans le tableau 23. Suite à la hausse des importations en provenance de la Chine et des exportations vers ce géant asiatique, l'inflation augmente en effet de 0,97 points et le PIB connaît un accroissement de 0,15 points.

Tab.23 : Effets globaux des variations des importations et des exportations

Variable	Variation en %
<i>PIB*</i>	0,15
<i>Inflation</i>	0,97
<i>pd</i>	1,12
<i>pm</i>	0
<i>pe</i>	-0,1
<i>pk</i>	-0,03
<i>px</i>	0,13
<i>P</i>	0,97
<i>pva</i>	0,19
<i>pwm</i>	0
<i>pwe</i>	-0,09

\*Estimation de la variation à partir de la Valeur Ajoutée

## 5. Conclusion

L'essor économique et l'échange extérieur grandissant entretenus par les chinois durant ces dernières années soulèvent beaucoup de questions quant à leurs éventuels impacts tant sur l'économie mondiale que sur l'économie de chaque pays. Au niveau des pays en voie de développement, d'un côté on est content de l'évolution de la situation dans la mesure où la Chine se tourne vers eux dans sa recherche de matières premières nécessaires à son industrialisation. Mais de l'autre côté, on s'inquiète des conséquences de la concurrence chinoise sur les activités domestiques.

Afin de répondre à ces questionnements, la présente recherche essaie d'évaluer les éventuels impacts des échanges grandissant entretenus par la Chine sur l'économie de Madagascar et de déterminer si le pays arrive à tirer profit de cette situation ou en est plutôt pénalisé. Trois outils méthodologiques différents mais complémentaires sont mis en œuvre afin d'atteindre cet objectif : une étude documentaire et juridique, une analyse descriptive et un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC).

L'analyse juridique et documentaire révèle que les produits malgaches bénéficient d'un tarif préférentiel à l'entrée en Chine et ont par conséquent la possibilité de percer le marché chinois. De l'autre côté en matière d'investissement, un accord a été signé entre le gouvernement de la république populaire de Chine et le gouvernement de la république de

Madagascar afin d'assurer une promotion et une protection réciproques des investissements entre les deux pays.

La mise en place de ces cadres juridiques propices aux affaires a apporté ses fruits puisque les échanges commerciaux avec la Chine connaissent un accroissement considérable ces derniers temps. Les importations en provenance de géant asiatique se sont multipliées par quatre en espace de 10 ans. En matière d'exportation, si la Chine n'était même pas parmi les 20 premières destinations des produits malgaches avant, actuellement elle se trouve à la 8ème place.

Malgré ces évolutions favorables, le solde de la balance commerciale entre Madagascar et la Chine reste encore négatif et le déficit se creuse même d'année en année depuis 2003. Les raisons sont multiples mais les sources principales sont au nombre de deux. La première réside dans la différence d'accélération des variations. En effet, les importations en volume augmentent plus rapidement que les exportations en volume. La deuxième vient de la nature même des biens échangés. Si les exportations sont constituées de vente de biens primaires comme le bois et le raphia, les importations sont plutôt composées de biens à forte valeur ajoutée tels que les postes téléviseurs et récemment les véhicules roulant.

Ce déficit de la balance commerciale entre les deux pays n'est pas forcément mauvais pour Madagascar. L'excès d'importations pourrait en effet être bénéfique pour la grande île lorsque ces achats de produits chinois ne concurrencent pas l'industrie locale mais constituent une alternative aux importations plus coûteuses venant des autres pays, particulièrement de l'occident. L'importation d'équipements électriques, d'appareils électroménagers entre dans cette situation. Dans ce cas, l'industrie locale ne sera pas détruite mais arrive au contraire à s'approvisionner en intrants à faible coûts. Les consommateurs aussi en profitent puisqu'ils peuvent satisfaire leurs besoins en dépensant moins.

Certains secteurs tirent aussi indirectement profit des échanges extérieurs entretenus par la Chine. L'importation de véhicules routiers, de riz, de céréales, du fer, de l'acier et de machines et appareils électriques bénéficie par exemple de l'offre chinoise. Comme la Chine exporte ces types de produits sur le marché mondial, leurs cours internationaux affichent une tendance à la baisse et les secteurs malgaches concernés arrivent par conséquent à réduire leurs coûts d'importation.

L'importation peut par contre être directement ou indirectement pénalisante pour l'économie de Madagascar. Elle agit de façon directe et négative lorsque les produits chinois qui entrent à Madagascar détruisent l'industrie locale et fait perdre de l'emploi à l'économie. Ici, on peut citer le cas de l'importation de produits textiles qui influe négativement sur l'activité de certaines sociétés locales comme la COTONA. Certaines entreprises comme la SOTEMA et la HASIMA, ont même dû fermer leurs portes. L'importation est affectée de façon indirecte et négative par l'essor et l'ouverture économique chinois lorsque le pays achète à l'étranger des produits fortement demandés par la Chine. Ici, on peut citer le cas du pétrole. A cause de la demande croissante de la Chine le cours mondial de ce produit flambe et Madagascar est obligé de s'approvisionner à prix élevé.

Concernant le cas de l'exportation de Madagascar, la vente de produits malgache en Chine doit normalement être bénéfique tant pour le secteur concerné que pour l'économie toute entière. En effet, si le secteur malgache arrive à percer le marché chinois, la part de marché du

secteur concerné et du pays à l'étranger augmente et l'activité économique globale suit aussi ce rythme grâce aux effets d'entraînement. Les secteurs du bois et du raphia sont parmi ceux qui tirent directement profit de cette ouverture chinoise.

L'exportation malgache peut aussi bénéficier indirectement de l'échange extérieur grandissant entretenu par la Chine. Le secteur de l'exportation de sucre figure par exemple parmi les secteurs concernés par cette situation. En effet, la Chine achète ce type de produit et même si Madagascar ne vend pas directement son sucre à ce géant asiatique, la demande exprimée par la Chine sur le marché mondial fait grimper les prix et fera augmenter les recettes d'exportation malgaches.

Dans certains cas, cet effet indirect peut par contre être négatif et pénalisant à la fois pour le secteur concerné et l'économie en général. C'est typiquement le cas de l'exportation de vêtements. En effet, l'exportation de vêtements et d'accessoires de vêtements constitue l'une des premières sources de devises de la grande île. Mais en vendant cette catégorie de biens à l'étranger, Madagascar et le secteur exportateur entrent en concurrence avec la Chine et seront pénalisés par une baisse des prix. Heureusement, une grande partie des vêtements exportés par Madagascar vise le marché américain et bénéficie du tarif préférentiel offert par le programme AGOA.

Les résultats obtenus dans le modèle d'équilibre général calculable (MEGC) sont cohérents avec ceux des analyses descriptives sectorielles, qui viennent d'être présentés. En effet, ce modèle révèle qu'effectivement l'entrée grandissante de produits chinois fait baisser les prix et engendre un ralentissement de l'activité dans certaines branches économiques. C'est typiquement le cas de la branche des activités industrielles. Ce modèle révèle également que les exportations de Madagascar vers la Chine tirent les prix vers le haut et stimule l'activité des branches économiques concernées.

Les analyses réalisées dans la présente recherche démontrent alors que la relation commerciale avec la Chine peut en même temps être bénéfique et pénalisant tant pour les secteurs d'activités que pour l'économie de Madagascar dans sa globalité. Mais malgré l'existence des effets négatifs, il n'est plus question de faire marche arrière dans la relation commerciale avec ce géant asiatique, vu l'importance du processus de mondialisation dans la vie de la société contemporaine. Ce qu'il faudrait faire c'est de trouver des politiques qui permettraient de minimiser les dégâts causés par ces éventuels effets négatifs.

Dans ce cadre, puisque certains secteurs, comme ceux du textile, subissent de plein fouet la rude concurrence des produits chinois, il serait préférable de mettre en place des mesures destinées à les appuyer afin qu'ils résistent et maintiennent leur existence. Des mesures temporaires comme l'exonération fiscale ou l'attribution de subvention feraient par exemple l'affaire pour une période de court et moyen terme. Mais pour le long terme, il faudrait aller plus loin en les aidant à améliorer leur compétitivité.

Cette progression de la compétitivité pourrait être atteinte si l'Etat offre un appui matériel en développant et améliorant les infrastructures, en facilitant l'investissement, en donnant aux entreprises l'occasion de se procurer de matériels avec des technologies modernes qui leur permettent d'augmenter leur productivité et en renforçant les formations afin d'améliorer la compétence de la main d'œuvre. Ces dernières mesures permettraient aux entreprises de miser sur les produits de qualité et se distinguer des produits chinois.

Comme il est développé dans Winter et Yusuf (2007), même si on applique certaines des mesures précitées, la compétitivité des entreprises locales peuvent se détériorer lorsque suite à l'exportation de produits primaires vers la Chine, le taux de change réel s'apprécie par exemple. Dans ce cas, il faudrait que l'Etat arrive non seulement à bien gérer ses politiques monétaires afin d'éviter les fluctuations monétaires brusques mais aussi à redéployer les ressources tirées des exportations de produits primaires dans les projets visant à améliorer la compétitivité des autres secteurs.

Enfin, afin d'éviter la dépendance sur quelques secteurs et de diminuer les risques de chocs économiques, l'Etat malgache devrait viser la diversification des échanges économiques réalisés avec la Chine. Cette diversification pourrait être obtenue en mettant en relation les entrepreneurs malgaches avec leurs collègues chinois et en incitant les capitalistes chinois à investir à Madagascar. Certes, la création du Malagasy Chinese Business Council et la signature de la loi n° 2006-027 portant accord sur la promotion et la protection réciproques des investissements entre le gouvernement de la République populaire de la Chine et le gouvernement de la République de Madagascar contribuent à cet objectif; mais cela reste loin d'être suffisant. Il faudrait non seulement bien appliquer cette nouvelle loi mais aussi bien sensibiliser les investisseurs quant à son existence afin que ces derniers soient rassurés et incités à investir dans le grand île.

## A ANNEXE A

### A.1 Graphiques comparant l'évolution des prix à l'export avec celle des exportations en valeur de la Chine

FIG. 7 – Evolutions de l'importation de pétrole par la Chine et du prix à l'export de ce produit à Madagascar

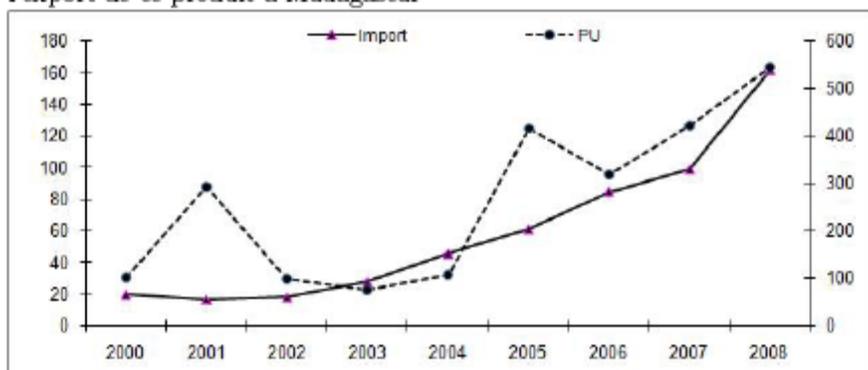


FIG. 8 – Evolutions de l'importation et de l'exportation de papier par la Chine et du prix à l'export de ce produit à Madagascar

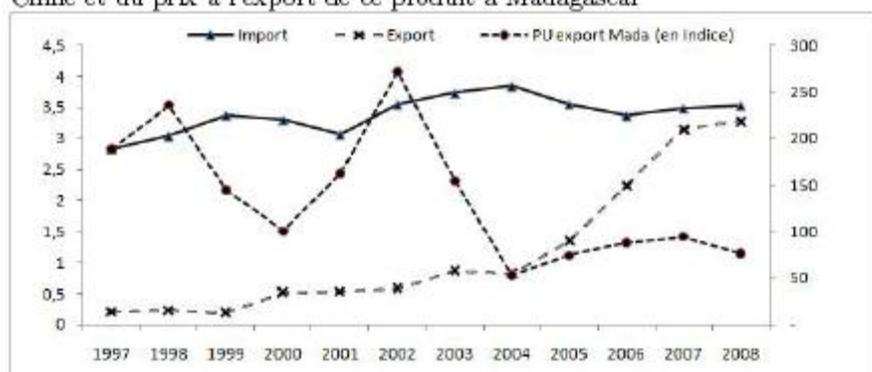


FIG. 9 – Evolutions de l'importation de sucre par la Chine et du prix à l'export de ce produit à Madagascar

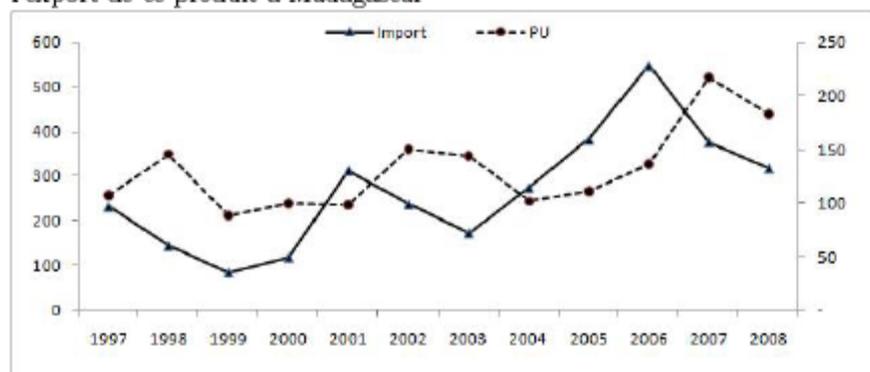


FIG. 10 – Evolutions de l'exportation de vêtements par la Chine et du prix à l'export de ce produit à Madagascar

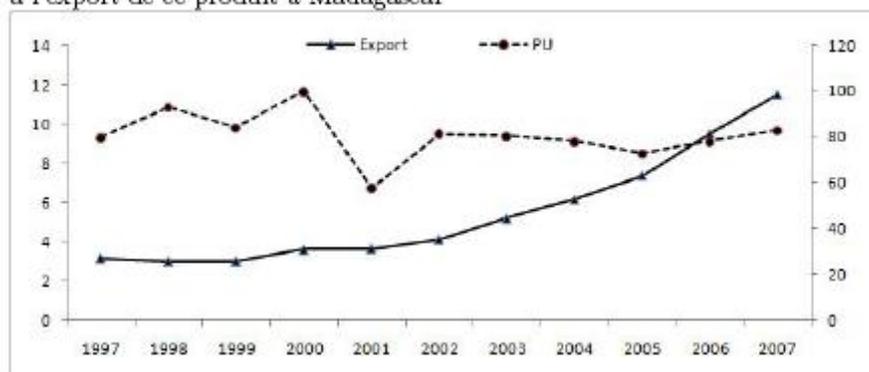


FIG. 11 – Evolutions de l'exportation de fils et de tissus pour textile par la Chine et du prix à l'export de ces produits à Madagascar

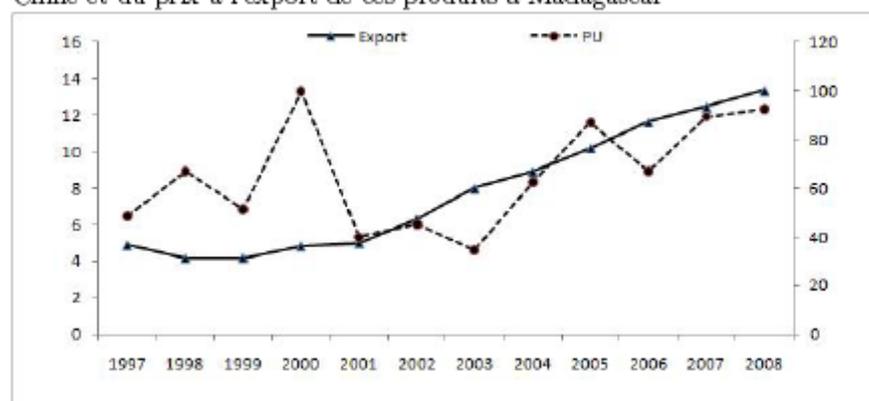


FIG. 12 – Evolutions de l'exportation de produits aquatiques par la Chine et du prix à l'export de ces produits à Madagascar

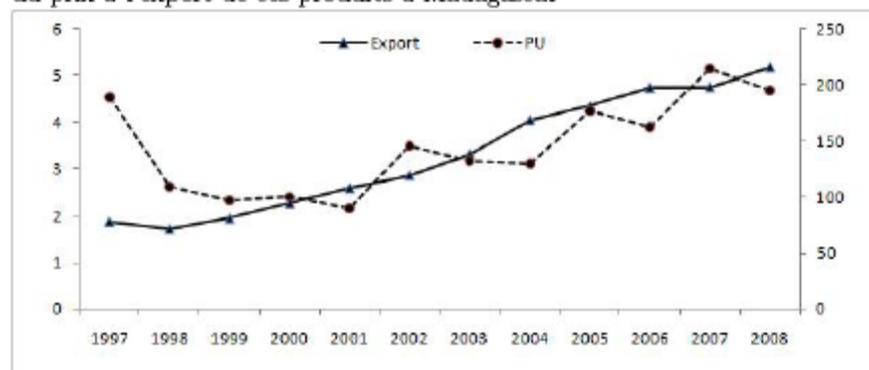
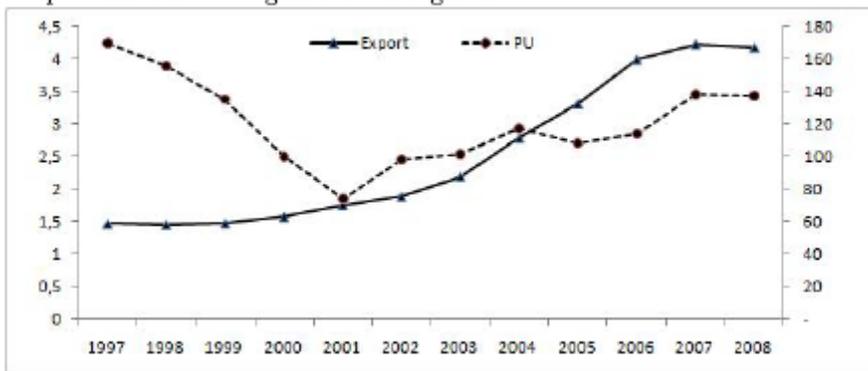


FIG. 13 – Evolutions de l'exportation de légumes par la Chine et du prix à l'export des fruits et légumes à Madagascar



## B ANNEXE B

### B.1 Les équations du modèle EGC statique en économie ouverte

Production, salaire, emploi :

$$X_i = f(\bar{A}_i \bar{K}_i L D_i)$$

$$w = P V A_i \frac{\partial X_i}{\partial L D_i}$$

$$\sum_i L D_i = \bar{L S}$$

Formation des revenus et épargne :

Revenu des ménages :

$$Y M = \sum_i w . L D_i$$

Revenu des entreprises :

$$Y E = \sum_i (P V A_i X_i - L D_i)$$

Revenu de l'état :

$$Y G = \sum_i L D_i + \sum_i t s . (P V A_i X_i - w L D_i) + \sum_i x_i . P X_i X_i \\ + \sum_i t m_i \bar{E} . P W M_i . M_i + \sum_i t e_i \bar{E} . E X_i$$

Epargne globale :

$$S = s m . (I - t y) . Y M + (I - t s) . Y E + Y G - \sum_i p_i . C G + \bar{E} . F'$$

Demande de biens et services :

Consommation finale des ménages :

$$CM = (I - sm - ty) . YM$$

Consommation des ménages par produits :

$$Ci = \beta_i^c \frac{CM}{Pi}$$

Consommation publique :

(0)

Prix de l'investissement :  $PKi = \sum_j Pi . aij$

Biens intermédiaires :

$$CII = \sum_j aij . Xj$$

Exportations :

$$Xi = B_i^e \cdot [yi . EX_i^e + (I - yi) . DS_i^e]^{\frac{1}{\sigma}}$$

$$\frac{EX_i}{DS_i} = \left[ \frac{I - yi}{yi} \right]^{\sigma} \cdot \left[ \frac{PE_i}{PD_i} \right]^{\sigma}$$

Importations :

$$Q_i = B_i^m \cdot [\delta_i M_i^p + (I - \delta_i) DD_i^p]^{\frac{I}{\sigma_i}}$$

$$\frac{M_i}{DD_i} = \left[ \frac{\delta_i}{I - \delta_i} \right]^{\sigma_i} \cdot \left[ \frac{PD_i}{PM_i} \right]^{\sigma_i}$$

Prix :

$$PM_i = \overline{PWM_i} \cdot \bar{E} \cdot (1 + tmi)$$

$$PE_i = \frac{\overline{PWE_i} \cdot \bar{E} \cdot (I + tmi)}{I + te_i}$$

$$pi = \frac{I}{B_i^m} \cdot [\delta_i^{\sigma_i} PM_i^{I - \sigma_i} + (I - \delta_i)^{\sigma_i} PD_i^{I - \sigma_i}]^{\frac{I}{\sigma_i}}$$

$$PX_i = \frac{I}{B_i^x} \cdot [(y_i^{\sigma_i} PE_i^{I - \sigma_i}) + (I - y_i)^{\sigma_i}]^{\frac{I}{I - \sigma_i}}$$

$$PVA_i = PX_i \cdot (I - xi) - \sum_j a_{ji} \cdot P_j$$

Condition d'équilibre sur le marché des biens et services :

$$Q_i = C_i + CG_i + CI_i + I_i$$

$$DS_i = DD_i$$

Equilibre de la balance courante (en devise) :

$$\sum_i PWM_i \cdot M_i - \sum_i PWE_i \cdot EX_i - F^* = 0$$

Numéraire :

$$\sum_i \Omega_i \cdot P_i = \overline{PINDEX}$$

Total des équations :  $18n + 8$  dont  $18n + 7$  sont indépendantes.

### B.1.1 Variables et paramètres du modèle MEGC

#### Variables endogènes :

$X_i$  : production en volume

$W$  : taux de salaire

$Y_M$  : revenu des ménages :

$Y_G$  : prix intérieur des exportations :

$P_{Ei}$  : prix des biens composites

$P_i$  : consommation total des ménages

$CM$  : consommation publique du bien  $i$  (en volume)

$CG_i$  : prix du capital

$PK_i$  : exportation en volume

$EX_i$  : prix des biens intérieurs

$PD_i$  : importation en volume

$F^*$  : Financement extérieur en devises

#### Variables exogènes :

$K_i$  : stock de capital

$PINDEX$  : niveau des prix

$PWE^*$  : prix mondial des exportations en devises

$CG$  : consommation publique totale en volume

Paramètres :

$A_i$  : coefficient de progrès technique

$T_i$  : taux d'imposition

$S_m$  : propension à épargner

$F_i$  : coefficient de répartition des dépenses publiques

$H_i$  : coefficient de répartition de l'investissement

$H_{ij}$  : matrice des coefficients d'investissement

$A_{ij}$  : matrice des coefficients techniques

$B_i^e$  : paramètre de dimension de la fonction CET

$B_i^m$  : paramètre de dimension de la fonction CES

$LD_i$  : demande de travail

$PVA_i$  : prix à la valeur ajoutée

$Y_E$  : revenu des entreprises

$PX_i$  : prix à la production

$S$  : épargne total

$S_i$  : consommation des ménages en bien  $i$

$L_i$  : investissement par secteur d'origine

$Cl_i$  : consommation intermédiaire du bien  $i$

## Références

- Bates Gill, C. H. H., et S. Morrison (2007) : “Assessing China’s Growing Influence in Africa,” *China Security*, 3(3), 3–21.
- Chaponnière, J.-R. (2006) : “Les Echanges entre la Chine et l’Afrique : Situation actuelle, perspectives et sources pour l’analyse,” STATECO, (100).
- Dorosh, P. (1994) : *Macroeconomic Adjustment and the poor in Madagascar: a CGE Analysis*. CFNPP, Cornell University, Ithaca, NY.(2003) : “Growth Linkages, Price Effects and Income Distribution in Sub-Saharan Africa,” *Journal of African Economies*, 12(2).
- Egziabher, G. T. (2007) : “Impacts of Chinese imports and coping strategies of local producers : the case of small-scale footwear enterprises in Ethiopia,” Brighton : IDS, (45), 647–679.
- Ianchovichina, E., et W. Martin (2001) : “Trade Liberalization in China’s Accession to the World Trade Organization,” *World Bank Policy Research*, (WP 2623).
- Jenkins, R., et C. Edwards (2005) : “The Effect of China and India’s Growth and Trade Liberalisation on Poverty in Africa,” DCP 70, London : DFID.
- K. Dervis, J. D.-M., et S. Robinson (1982) : *General Equilibrium Model for Development Policy*. Cambridge University Press.
- Kaplinsky, R. (2007) : “The Impact of China and India on the Developing World,” *CESifo Forum*, (1), 15–21.
- Kaplinsky, R., et M. Morris (2006) : “Dangling by a Thread : How Sharp are the Chinese Scissors ?,” Brighton : IDS.
- Kaplinsky, R., et M. Morris (2008) : “Do The Asian Drivers Undermine Export-Oriented Industrialisation in SSA ?,” *Special Issue of World Development on Impact of the Asian Drivers on the South*, 36(2).
- Lardy, N. R. (1993) : *Foreign Trade and Economic Reform in China*. Cambridge University Press.
- Naudé, W., et R. Rossouw (2008) : “South African Quotas on Textile Imports from China : A Policy Error ?,” *Journal of Policy Modeling*, (30), 737–750. Ohlin, B. (1933) : *Interregional and International Trade*. Harvard University Press, Cambridge.
- 61
- Raphael Kaplinsky, D. M., et M. Morris (2007) : “The Impact of China on Sub-Saharan Africa,” *Institute of Development Studies Working Paper*, (291).
- Stevens, C., et J. Kennan (2006) : “How to Identify the Trade Impact of China on Small Countries ?,” *IDS Bulletin*, 37(1), 33–42.

Van-De-Looy, J. (2006) : “Africa and China : A Strategic Partnership ?,” ASC Working Paper, African Studies Center, Leiden, Netherlands, (67).

Winters, L. A. and S. Yusuf (eds.) (2007): “Dancing with Giants: India and the Global Economy”, The World Bank / The Institute of Policy Studies, Washington D.C / Singapore

Wolfgang, S., et P. Samuelson (1941) : “Protection and Real Wages,” *Review of Economic Studies*, (9), 58–67.

Yang, Y. (2003) : “China’s Integration into the World Economy : Implications for Developing Countries,” IMF Working Paper, (03/245).